

Le capitalisme détruit la planète



**MOBILISATION
GÉNÉRALE
POUR CHANGER
LE SYSTÈME,
PAS LE CLIMAT!**

Dossier

**POUR LA GRATUITÉ
DES TRANSPORTS EN
COMMUN!** Pages 6 et 7

ÉDITO

**Macron braconne sur les
terres de l'extrême droite**
Page 2

PREMIER PLAN

**Urgences. Un pacte pour une
«refondation» ou des annonces
à la con... frontation!** Page 2



ACTU INTERNATIONALE
**Tunisie. Élection présidentielle:
le rejet d'un système**
Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Thomas, pompier
professionnel et responsable
syndical CGT en Isère.** Page 12



Par C.B.

Macron braconne sur les terres de l'extrême droite

Lundi 16 septembre, lors d'une réunion avec les élus de la majorité, Emmanuel Macron a décidé de faire savoir qu'il ferait de l'immigration l'un des principaux thèmes de la seconde partie de son quinquennat. Des déclarations dans lesquelles on a trouvé un peu de Valls, comme lorsque Macron a expliqué qu'il fallait « préparer notre pays aux défis contemporains qui font peur », et beaucoup de Sarkozy, avec la volonté revendiquée de parler au nom des « classes populaires » : « La question est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. Les bourgeois n'ont pas de problèmes avec [l'immigration] : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec. » On pourrait sourire d'entendre Macron prétendre que LREM ne doit pas être un « parti bourgeois », tant ses politiques sont une caricature de servilité à l'égard des plus riches et des multinationales. Mais on n'a pas du tout envie de sourire lorsqu'on voit Macron enfourcher à son tour le cheval de bataille de l'immigration, a fortiori lorsqu'il fait le choix de faire une séparation entre « immigrés » et « classes populaires », comme si ceux-là n'étaient pas partie intégrante de celles-ci. Les déclarations et les intentions de Macron sont, disons-le tout net, dégueulasses. En ligne de mire, les réfugiés, comme l'a confirmé un ministre, sous couvert d'anonymat, au Monde : « L'enjeu est de savoir si la France peut résister à l'afflux d'un million de personnes venues du Maghreb en cas de crise dans l'un des pays de la région. La réponse est non. » Une posture guerrière qu'un autre participant à la réunion a résumé ainsi : « Le président était très remonté ce soir-là, c'était du Sarkozy qui avait branché le Kärcher ! » Macron a insisté sur le fait que prendre à bras-le-corps le « problème de l'immigration » serait le seul moyen de contenir la montée de l'extrême droite, en allant la chercher sur son terrain. Une stratégie dans laquelle bien d'autres ont cru par le passé, à droite comme à gauche, avec les succès que l'on connaît. Naïveté ? Nous n'y croyons guère. Il s'agit bien pour Macron et les siens de compléter l'arsenal autoritaire en renforçant les dispositifs contre les migrants, tout en continuant de jouer la carte du tête-tête avec le Rassemblement national et Le Pen. Une spirale du pire qu'il est grand temps d'interrompre...

BIEN DIT

On est face au dépeçage d'un pays, y compris économiquement avec les Russes qui s'emparent du gaz, les Iraniens de notre patrimoine, les Turcs de nos territoires. Les Syriens paient le prix d'un conflit international.

SAMAR YAZBEK, romancière syrienne, liberation.fr, 13 septembre 2019.

À la Une

Unir les colères et rassembler la gauche qui lutte

La semaine dernière, la journée de grève très massive à la RATP a marqué la véritable rentrée du monde du travail. Contre l'intox idéologique et les coups de pression du pouvoir et de ses porte-flingues médiatiques concernant les régimes spéciaux, ces salariéEs ont fixé les enjeux des prochaines semaines : être à la hauteur du bras de fer que veut engager Macron sur les retraites, ainsi que contre l'ensemble des services publics.

La rentrée des résistances

Qu'importe la réalité, la grosse Berta avait été sortie contre les prétendus privilégiés de la RATP qui partiraient tôt à la retraite avec des pensions astronomiques... Mais rien n'y a fait : 100% de grévistes au métro, 60% aux bus et dans les ateliers de maintenance ; Paris et ses environs proches ont été largement paralysés ce vendredi 13 septembre. Un niveau de grève jamais atteint depuis 2007, preuve que la colère est importante, pour une journée de grève au départ lancée pour ne pas se rallier à la date mise dans le paysage par la CGT, le mardi 24 septembre...

Quelques jours plus tard, ce sont les Finances publiques qui se sont fait entendre lundi. Contre la réorganisation des services, avec son cortège de disparition de sites (ce que le jargon de ceux d'en haut cache derrière le délicieux nom de « géographie revisitée »), la mobilisation a été plus forte qu'attendue, en particulier là où sont connus les projets de la direction sur l'organisation des services. Les taux de grève ont atteint des niveaux inégalés depuis le dernier grand conflit en 2000 et, fort logiquement, plusieurs sites ou départements ont appelé à reconduire la grève les jours suivants. Dans le même temps, deux affrontements emblématiques continuent inlassablement. Ainsi, malgré les annonces de la ministre de la Santé Buzyn à la veille de l'AG du collectif inter-urgences (750 millions sur 3 ans), 251 services sont toujours en grève (six mois après le début du conflit !), rejoint ces derniers temps par la solidarité des médecins hospitaliers. Et depuis le mois de juin, les pompiers sont eux aussi en grève dans 90 départements, un service public particulièrement impacté par



PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

la baisse des budgets et l'absence de reconnaissance du danger subi. Tout cela sans parler des « Actes » des Gilets jaunes (bientôt le premier anniversaire !) qui, sans retrouver leur niveau d'avant l'été et bien loin de la profondeur des mois de novembre et décembre 2018, marquent la permanence inédite d'un mouvement sévèrement réprimé.

Construire le 24 septembre et après

L'exaspération voire la radicalité dont est porteuse cette rentrée sociale, manifeste à l'évidence que des possibilités existent pour enclencher un affrontement. Mais si les luttes sectorielles sont indispensables pour engranger des forces, prendre confiance, poser l'ensemble des enjeux programmatiques et les questions stratégiques liées aux luttes, elles ne peuvent suffire en elle-mêmes pour éclater le plafond de verre. Construire un grand mouvement d'ensemble pour bloquer l'économie reste l'objectif de notre camp social, nous ne pourrions nous en passer.

Dans ce cadre, lancée comme une bouteille à la mer par une direction de la CGT paralysée ces derniers mois, la journée de grève et de manifestation de ce mardi 24 septembre (rejointe notamment par Solidaires) peut être un premier rendez-vous pour toutes celles et ceux – militantEs, équipes syndicales, forces de la gauche sociale et politique – qui veulent sortir de l'éparpillement. Mais en l'absence d'échéances centrales, le risque d'une nouvelle journée sans lendemain reste grand. Il faut donc se saisir de toutes les possibilités pour ouvrir sur les lieux de travail, dans les services et les entreprises, une discussion large sur les suites à construire. On sait que le pouvoir cherche sur le dossier central des retraites à étirer le temps jusqu'aux élections municipales, de façon à désamorcer toute opposition, sociale comme politique. Construisons notre propre calendrier de mobilisation, avançons dans l'élaboration de notre propre programme, sur les retraites et l'ensemble de la protection sociale, contre les privatisations – en particulier celle d'ADP

dont la campagne de signatures pour l'organisation d'un référendum se déroule dans le même temps –, aidons à tisser les liens nécessaires entre salariéEs du public comme du privé, Gilets jaunes, jeunes (qui vont largement se mobiliser ces prochains jours pour la justice climatique)...

Continuer les combats, ouvrir les débats

Enfin, parce que nous ne pouvons rester l'arme au pied et continuer à nous regarder en chiens de faïence, il faut aussi prendre nos responsabilités politiques et contribuer à sortir de l'immobilisme la gauche radicale, l'extrême gauche, toutes les forces qui veulent changer fondamentalement la société. Le week-end dernier, la fête de l'Humanité a été une nouvelle fois – pour qui en douterait encore – la manifestation du décalage existant entre les aspirations des militantEs, des sympathisantEs, à se retrouver ensemble pour débattre et chercher des solutions, quitte à s'engueuler vertement, et la faiblesse de nos organisations respectives, de nos liens. Encore faut-il prendre encore le problème par le bon bout... Ce n'est pas avec des accords par en haut, sur le terrain électoral, l'œil rivé sur 2022, que l'on va dénouer la situation. Partir de la société telle qu'elle est, de notre camp tel qu'il est, politiser nos luttes, discuter tactique et stratégie à partir du besoin des résistances en dehors de tout calendrier électoral, trouver les voies pour échanger et rassembler, chercher à agir et à frapper ensemble, tout cela serait un pas en avant... qui, comme chacunE le sait, vaut mieux qu'une douzaine de programmes.

Manu Bichindaritz

URGENCES

Un pacte pour une « refondation » ou des annonces à la con... frontation !

La veille de l'AG du Collectif inter-urgences (10 septembre), Buzyn annonçait son plan de 750 millions sur 3 ans pour désengorger les urgences, pensant sans doute enrayer un mouvement qui a survécu à l'été et fait tache... d'huile en France, 252 services à ce jour. C'est plutôt raté !

Une des « 12 mesures clés » préconise la généralisation des parcours dédiés aux personnes âgées. 50% des admissions sont déjà des entrées directes de ville et évitent un passage aux urgences ! Le seul frein à cette généralisation, c'est le manque cruel de lits ! Les fermetures massives de structures ont diminué drastiquement la possibilité d'hospitaliser, ce qui se manifeste par une augmentation des passages aux urgences, et des heures

infinies sur des brancards. Buzyn ne répond pas au problème et méprise l'une des principales revendications du collectif.

Aucune réponse sur les effectifs

Une autre mesure annonce « un service d'accès aux soins », SAS, par téléphone ou internet, pour répondre à toute heure à la demande de soins. C'est réinventer le SAMU avec 340 millions d'euros dépensés inutilement et pris sur d'autres services, car les

750 millions seront pris sur le budget existant de l'hôpital, alors qu'il faudrait l'augmenter. Buzyn annonce la création de 50 maisons médicales de garde pour « renforcer l'offre de consultation médicale sans rendez-vous ». Cette MMG existe déjà. Mais qui ira y travailler ? Les médecins partis de l'hôpital et mieux rémunérés dans les MMG ? Le système hospitalier ne repose que sur les professionnelEs de santé, sur leur dévouement. Aujourd'hui, ils et

elles, paramédicaux et médicaux, sont épuisés et dégoûtés, et Buzyn ne répond en rien sur le besoin d'effectifs supplémentaires. Ce n'est pas la création de protocoles de coopération, qui élargiront les compétences aux infirmières, qui vont enrayer les démissions en rafale de médecins, la pénurie de gériatres, d'urgentistes et le désenchantement des soignantEs.

Extension du mouvement à touTEs les hospitalierEs

Les 3 revendications sont pourtant claires : 300 euros de revalorisation salariale, des effectifs augmentés, l'arrêt des fermetures de lits ou de structures, voire la réouverture si besoin. Ces revendications qui étaient, avant l'AG du 10 septembre, portées par le personnel des urgences, sont aujourd'hui élargies à l'ensemble des hospitalierEs. Le collectif a été établi qu'après 6 mois de grève, il n'y a que les urgences de l'AP-HP qui ont gagné

Un monde à changer

EN ALGÉRIE, LA RUE DONNE TOUJOURS DE LA VOIX

La mobilisation a été extrêmement massive ce vendredi 13 septembre, on retrouve l'ambiance des manifestations de mars. La confrontation avec le pouvoir s'annonce donc possible en cette rentrée. Gaïd Salah avait donné le ton : il a annoncé que l'élection présidentielle serait lancée le 15 septembre avec la convocation du corps électoral, le lancement de la campagne et la possibilité de déposer les dossiers de candidature pour une élection le 15 décembre. Il met sa personne en jeu dans cette histoire, il s'est préparé à une confrontation. Même si l'armée n'a pas de candidat pour l'instant, il n'est pas impossible qu'elle trouve une figure, en s'appuyant sur le fait qu'une partie de la population s'inquiète que le pays fonctionne sans président. De plus, la loi, votée en quelques jours par l'Assemblée populaire nationale, le Sénat puis validée par le Conseil constitutionnel, va criminaliser les maires et les agents qui refuseraient de jouer leur

rôle. Ils sont passibles de trois ans de prison s'ils refusent d'appliquer la loi. Cette fois, il faudra donc que la population s'organise, avec des comités populaires dans les communes, pour refuser l'organisation de l'élection. Les manifestations du 13 septembre étaient donc une réponse à cette tentative de coup de force. Les slogans se sont concentrés sur le refus de l'élection, sur la souveraineté du peuple et surtout sur le départ de Gaïd Salah, mais aussi sur le rejet de l'Assemblée populaire nationale, qui a voté la loi électorale, des institutions qui ne sont en réalité que la continuité du système Bouteflika. La prochaine étape du mouvement est de voir si, face à la pression qui se développe de la part du pouvoir, de l'armée, la mobilisation parvient à franchir un cap, à s'organiser pour empêcher concrètement la mise en place de la présidentielle et de la répression et, par ce biais, se renforcer, remettre en cause le pouvoir et se fixer son propre agenda.

20-27 SEPTEMBRE Mobilisation générale pour changer le système... et pas le climat

Juillet 2019 a été le plus chaud jamais enregistré. Des centaines de milliers d'hectares de forêt irremplaçables sont partis en fumée en Amazonie, et des feux de forêt inédits ont ravagé le Groenland, la Sibérie et l'Alaska. Ouragan Dorian aux Bahamas, typhon Faxai au Japon, pluies torrentielles dans le sud de l'Espagne... la liste est longue qui montre l'effet dramatique d'une augmentation de la température moyenne de la Terre de 1°C depuis 200 ans.

Partout, les plus pauvres, les peuples, sont les principales victimes de ces phénomènes. Pour la troisième année consécutive, la faim a progressé, touchant plus de 820 millions de personnes dans le monde. Un quart de l'humanité est menacé par une pénurie d'eau. 2500 conflits se déroulent autour de l'accès aux combustibles fossiles, à l'eau, à la nourriture et à la terre.

Il est encore temps pour agir + 2°C c'est trop! Il est impératif de rester en deçà d'une augmentation de la température moyenne de la terre de 1,5°C. Mais pour avoir une chance sur deux de ne pas franchir ce plafond sans recourir aux solutions aussi fausses que dangereuses de la géo-ingénierie, il faut réduire drastiquement et à brève échéance les émissions de gaz à effet de serre (-58% en 2030 par rapport à 2010). Une telle réduction des émissions n'est possible qu'en divisant par cinq l'usage des énergies fossiles, qui couvrent aujourd'hui 80% de la demande énergétique mondiale. La production d'énergie doit basculer vers les renouvelables. Il faut arrêter

RÉDUISONS NOTRE EMPREINTE ÉCOLOGIQUE



le nucléaire, dangereux et producteur de déchets toxiques. Mais l'énergie la plus propre reste celle qu'on ne produit pas : la consommation énergétique globale, donc de la production matérielle et des transports, doit être réduite.

Produire et transporter moins, partager plus pour vivre mieux Les mesures à prendre sont nombreuses. Supprimer la production d'armement, de nucléaire, d'engrais chimiques et de biocides... Supprimer la publicité, réduire la production de plastiques, réduire et transformer la production de véhicules, en finir avec l'obsolescence programmée, remplacer l'agro-industrie par une agriculture écologique et paysanne,

cesser de transporter des marchandises tout autour de la planète dans le seul but de mettre en concurrence les travailleurEs, arrêter tous les grands projets inutiles, coûteux et dévastateurs (centres commerciaux, aéroports, LGV, autoroutes...). Tout cela ne nuirait en rien à notre bien-être, bien au contraire, et permettrait d'en finir avec le gaspillage des ressources naturelles – dont l'énergie, la terre – et du travail humain. Cette transformation radicale doit inclure une réduction massive et collective du temps de travail et la reconversion de touTEs les travailleurEs des secteurs concernés vers ceux où des centaines de milliers d'emplois nouveaux peuvent être créés.

Assez de baratin! Les gouvernements refusent de nuire aux grands groupes capitalistes du pétrole, de l'agriculture industrielle, des transports, responsables des émissions de gaz à effet de serre. Macron pleure sur la forêt amazonienne mais la France importe 2 millions de tonnes de soja responsables de la déforestation massive. La loi votée en juillet diminue en catimini les objectifs de réduction des émissions, et la

baisse à 50% de la part du nucléaire est reportée de 2025 à 2035. Dans le même temps, l'État français continue de subventionner grassement les combustibles fossiles.

À nous d'agir ensemble maintenant!

Semaine internationale pour le climat du 20 au 27 septembre, grève mondiale des jeunes (et moins jeunes) le vendredi 20 septembre, marches dans toutes les villes du monde le samedi 21 septembre : l'heure est plus que jamais à renforcer la mobilisation générale pour sauver le climat. Grèves lycéennes pour le climat, combat des Gilets jaunes ou des salariéEs et précaires, résistances antiproduktivistes, mobilisations pour les migrantEs, mobilisations féministes : ces luttes illustrent la diversité de la force à rassembler et à renforcer pour imposer maintenant des mesures écologiquement efficaces et socialement justes : la sortie des énergies fossiles et l'arrêt du nucléaire, une agriculture écologique et paysanne, des transports publics gratuits... et tracer un futur écosocialiste.

Commission nationale écologie

Le chiffre + 7°C

C'est l'augmentation de température qui pourrait se produire d'ici 2100, selon un nouveau rapport publié par plusieurs laboratoires français de climatologie. Une augmentation qui surviendrait, comme l'explique le Monde, dans « le pire des scénarios, celui d'une croissance économique rapide alimentée par des énergies fossiles ». Un scénario catastrophe malheureusement devenu crédible...



Agenda

Vendredi 20 septembre, marche pour le climat, Paris. Départ à 13h de la place de la Nation.

Vendredi 20 septembre, fête de soutien aux grévistes de l'ibis Batignolles, Paris 17^e. De 16h30 à 19h, parc Martin-Luther-King, 151 rue Cardinet, métro Brochant ou Porte-de-Clichy.

Samedi 21 septembre, manifestation justice sociale et climat, Paris.

Du 21 au 29 septembre, semaine antiraciste du 20^e, Paris 20^e. Théâtre, débats, projection, manifestation...

Mardi 24 septembre, manifestation unitaire emplois, salaires, services publics, retraites, Paris. Départ à 14h place de la République.

Samedi 28 septembre, manifestation pour le droit à l'avortement, Paris. À 12h, hôpital Tenon (4, rue de la Chine – M° Gambetta).

NO COMMENT

Il y a certains pays qui disent à leurs compatriotes : « Allez en France, on soigne très bien et c'est gratuit. » [...] On ne doit pas avoir de tourisme médical.

JULIEN DENORMANDIE, ministre chargé de la Ville et du Logement, BFM-TV, 16 septembre 2019.

en moyenne 230 postes et 156 euros mensuels, ainsi qu'un « one shot » de 250 euros cet été, les autres grévistes, sur le reste du territoire, n'ayant reçu que 100 euros et un ou deux postes par établissement, voire... zéro. L'AG du collectif à laquelle participaient des délégués de toutes les régions de France, des pompiers, des collègues de la psychiatrie, de la gériatrie, des médecins, la Coordination nationale de défense des maternités et hôpitaux de proximité et quelques syndicats CGT, FO, la fédération SUD, appellent touTEs les hospitalierEs à élargir la lutte dans la perspective d'une initiative nationale. Une Gillet jaune venue de Belleville et un représentant de l'inter-gares ont apporté leur soutien.

Les médecins rejoignent le mouvement

Les médecins de l'Association des médecins urgentistes de France

demandent aux médecins urgentistes de se déclarer grévistes dans les services déjà en grève. L'AMUF s'associera à toutes les actions prévues par le collectif comme les rassemblements locaux prévus le 26 septembre. L'intersyndicale Action praticien hôpital appelle chaque médecin, pas seulement urgentiste, à rejoindre les actions prévues par le collectif, localement et nationalement. Les représentantEs des médecins de l'AP-HP soutiennent les demandes des services d'urgences. Ils et elles « demande[nt] que les mesures annoncées pour répondre à la crise des urgences soient intégralement financées sans être imputées au budget actuel des hôpitaux ».

Rapport de forces à construire

L'urgence est à des embauches massives, des augmentations des salaires, la réouverture de lits d'hospitalisation, le rétablissement

LES URGENTISTES AU BOUT DU ROULEAU



de l'obligation de garde des médecins de ville, instaurer des règles d'installation sur le territoire. Bref, rien ne justifie la division ou l'attentisme contre la politique de santé de ce gouvernement, auquel il faut imposer l'augmentation de l'ONDAM, c'est-à-dire le budget de la santé adopté annuellement à l'Assemblée nationale, qui devrait être portée à 8% pour être à la hauteur des besoins sanitaires de la population. L'urgence est à l'unité la plus large. **CorrespondantEs**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 22
Fax : 0148 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FINANCES PUBLIQUES

Une grève réussie!

Le 16 septembre les agentEs des Finances Publiques étaient appelés à faire grève pour combattre le projet de « nouveau réseau de proximité ». Cette première journée de grève depuis la rentrée a été une réussite.

À l'appel de l'intersyndicale nationale de la Direction générale des Finances publiques (Solidaires, CGT, FO, CFDT/CFTC) les agentEs se sont massivement mobilisés ce lundi 16 septembre contre le projet dit de « nouveau réseau de proximité » et les nouvelles suppressions d'emplois annoncées. Cette journée a été une réussite, puisque les taux de grève dans plus de 70 directions atteignent des niveaux inégalés depuis le conflit de 2000.



Un réseau de proximité détruit

En juin dernier, Darmanin a dévoilé son projet de « nouveau réseau de proximité » qui serait une prétendue réponse pour avoir plus de services publics sur le territoire. Mais en y regardant de plus près, leur projet est tout autre : détruire le réseau territorial des finances publiques. En effet, ce qui se prépare d'ici les deux prochaines années, c'est la fermeture de la majorité des trésoreries, de nombreux services des impôts des particuliers et des entreprises. En lieu et place de ces structures pérennes, Darmanin et le gouvernement veulent mettre en place des « points de contact », des Maisons France services où les fonctionnaires des finances publiques seraient remplacés par des contractuels. Et si vous souhaitez vraiment avoir un agent des finances publiques pour vous répondre, il y aura des visio-RDV. Elle est pas belle la vie ? Sans oublier, au passage, les 4900 nouvelles suppressions d'emplois d'ici la fin du quinquennat, qui s'ajoutent aux 40 000 subies depuis 2002. Et aussi l'externalisation de certaines des missions, et la privatisation...

Face à cela, depuis le mois de juin, les agentEs des Finances publiques, sur l'ensemble du territoire, ont agi de bien des manières et ont réussi, ces dernières semaines, à avoir le soutien de nombreux éluEs locaux. Face à cette colère, avant même la journée de grève du 16 septembre, Darmanin a un peu fléchi et, comme sur le reste de leurs réformes, a annoncé « un temps plus long pour la concertation », tandis que certaines directions ont modifié à la marge leur projet.

Retrait du plan Darmanin!

La mobilisation des agentEs, mais aussi et surtout le soutien des éluEs locaux à quelques mois des élections municipales, qui sont un enjeu crucial pour LREM et donc le gouvernement Macron, peuvent permettre de les faire reculer durablement. Les agentEs l'ont bien compris et, d'ores et déjà, de nombreux départements dont la Gironde, le Rhône, le Morbihan et le Finistère, ont décidé en assemblées générales de reconduire la grève. Dans d'autres départements également, hors de question pour les agentEs de s'arrêter là, avec des actions de toute sorte (blocages des sites, interpellation des éluEs, tractage aux usagerEs, marche pour les services publics, actions de visibilité...). Bref, avec cette première mobilisation réussie, les agentEs des Finances publiques reprennent peu à peu confiance en leur force collective... jusqu'au retrait du plan Darmanin. Les agentEs n'ont pas dit leur dernier mot pour sauvegarder le réseau de proximité!

Joséphine Simplon

AFFAIRE FERRAND La Macronie et la V^e République dans toute leur laideur

Dans la nuit du 11 au 12 septembre, on apprenait la mise en examen de Richard Ferrand pour « prise illégale d'intérêts » dans le cadre de l'affaire dite des Mutuelles de Bretagne. Cette affaire et la réaction de la Macronie résonnent comme une énième démonstration que le prétendu « nouveau monde » ressemble à s'y méprendre à l'ancien, peut-être même en pire.

Pour mémoire, Richard Ferrand est poursuivi pour avoir, en 2011, alors qu'il dirigeait les Mutuelles de Bretagne, potentiellement favorisé la location, par ces mêmes Mutuelles, de locaux appartenant à... son épouse. Une première plainte avait été classée sans suite, mais une seconde, déposée par l'association Anticor, avec constitution de partie civile, a abouti à la réouverture d'une enquête et à la mise en examen du président de l'Assemblée nationale.

Solidarité de la Macronie

Les « affaires » continuent donc de s'accumuler pour la Macronie, tout juste passé l'été et la rocambolesque séquence Rugby, qui avait abouti à la démission de ce dernier. Une accumulation qui avait commencé dès le début du quinquennat, avec l'enquête sur les emplois fictifs du Modem et les démissions de François Bayrou, alors ministre de la Justice, Marielle de Sarnez, ministre des Affaires européennes et Sylvie Goulard, ministre des Armées. Mais cette fois, point de démission annoncée. Au contraire, le gouvernement et les députés LREM sont montés au front pour soutenir Richard Ferrand, quitte à se contredire au regard de ce qu'ils avaient pu déclarer lors de la première enquête

le concernant. Nul n'aura ainsi manqué de relever que Christophe Castaner déclarait alors pour justifier le maintien en poste de Ferrand, alors ministre de la Cohésion des territoires : « Le Premier ministre a fixé une règle : si Richard Ferrand était mis en examen, il serait immédiatement démis de ses fonctions. » Mais ce qui valait en 2017 ne vaut visiblement plus en 2019, et ce ne sont pas les piteux éléments de langage de la Macronie qui nous convaincront d'une quelconque cohérence entre les positions passées et celles qui sont désormais prises. À l'image des déclarations de la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye : « Il n'y a pas de logique politique [à une démission car] un membre du gouvernement est nommé, un parlementaire est élu ; quand on est président de l'Assemblée nationale, on est élu deux fois. » Comprenez qui pourra... Pour la députée Aurore Bergé, jamais averse d'une déclaration scandaleuse, les choses sont claires : « Une mise en examen n'a jamais été une présomption de culpabilité, mais au contraire une présomption d'innocence et ça vaut pour n'importe quel Français comme pour Ferrand ». Une opinion que ne partageait pas, visiblement, un certain... Richard Ferrand, qui déclarait en 2017 à

RICHARD FERRAND SOUTENU PAR UNE MAJORITÉ DE DÉPUTÉS



propos de François Fillon : « Une droite voudrait que soit placé dans nos mairies et nos écoles le portrait d'un homme mis en examen, qui a perdu toute autorité morale. » Oups.

Opposition aux abonnés absents

Du côté de ladite droite, qui avait soutenu Fillon en 2017, les réactions à la mise en examen de Ferrand ont – logiquement – été des plus timides : certains auraient en effet été mal placés pour donner des leçons de moralité et de probité. Même attitude, et il va falloir s'y faire, du côté du Rassemblement national, avec Sébastien Chenu, porte-parole du RN, déclarant :

ÉCOLOGIE Encourageante relaxe de deux « décrocheurEs » de portraits de Macron

Fanny Delahalle et Pierre Goinvic, militantEs de l'ANV-COP21, ont comparu devant le tribunal de grande instance de Lyon le 2 septembre. Deux semaines plus tard, malgré les réquisitions du procureur, les deux militantEs ont été relaxés. Une décision qui encourage à poursuivre les actions de désobéissance civile pour sonner l'alarme sur l'inaction du pouvoir concernant le réchauffement climatique.

« C'est une très très bonne surprise, on avait un petit espoir que ça arrive comme très peu de fois dans l'histoire. C'est une vraie victoire aussi, car ce jugement, c'est 8 pages de motivation qui montrent que le juge a tout compris aux objectifs de ces actions de décrochage, qu'il reconnaît que l'État n'est pas à la hauteur des enjeux, qu'il est légitime de passer à la désobéissance civile. » Ainsi s'est exprimée Fanny Delahalle, dans une interview à Libération, quelques heures après que le jugement a été rendu. Du côté de l'ANV-COP 21, on évoque « une décision historique qui acte le non-respect des objectifs climatiques de la France et la légitimité des actions de désobéissance civile face à l'urgence climatique ».

« Devoir de vigilance critique »

Il faut dire qu'au regard des précédentes condamnations de « décrocheurs », le jugement du TGI de Lyon constitue une véritable rupture, qui pourrait faire jurisprudence. Les attendus sont éloquentes, qui indiquent que la prise de conscience du danger



du réchauffement climatique et de l'incurie des pouvoirs publics fait petit à petit son chemin. On peut lire ainsi dans lesdits attendus que « face au défaut de respect par l'État d'objectifs pouvant être perçus comme minimaux dans un domaine vital, le mode d'expression des citoyens en pays démocratique ne peut se réduire aux suffrages exprimés lors des échéances électorales mais doit inventer d'autres formes de participation dans le cadre d'un devoir de vigilance critique ». En d'autres termes, que

la démocratie ne peut se résumer à glisser tous les cinq ans un bulletin de vote dans une urne, et qu'il est légitime d'agir pour contester les (non-)politiques gouvernementales, y compris en désobéissant à la loi. Des attendus dans lesquels on peut également lire que « la France s'est engagée sur le plan international et sur le plan interne, selon essentiellement trois indicateurs, à respecter des objectifs qui sont apparus au gouvernement sans doute insuffisants mais du moins nécessaires

« Nous, nous avons des principes, et ils valent pour nos adversaires. Ils valaient hier pour François Fillon, ils valent aujourd'hui pour Richard Ferrand. Lorsqu'on est mis en examen, on est présumé innocent. » Il faut dire que le RN, qu'on a connu beaucoup plus vindicatif par le passé, a désormais lui aussi son lot d'affaires, de poursuites judiciaires et de mises en examen.

Difficile enfin de ne pas relever la déclaration de Jean-Luc Mélenchon, tout juste revenu de son périple en Amérique latine et lui aussi inquiété par la justice – dans une affaire qui n'a rien à voir avec le cas Ferrand : « Peut-être que Richard Ferrand est tombé dans un piège. Ils l'ont mis sur le pilori. Je ne crois personne, je ne crois pas les juges, alors j'attends, et je n'ai pas confiance dans la justice. » Une déclaration bien malaisée, qui lui a attiré les foudres du Syndicat de la magistrature, et que nous nous abstenons de commenter...

Une chose est certaine : quelle que soit ses conclusions, l'affaire Ferrand est un révélateur supplémentaire non seulement de la remarquable continuité, en ce qui concerne les affaires liées aux positions de pouvoir des uns et des autres, entre la Macronie et ses prédécesseurs, mais aussi du pourrissement de la V^e République et de ses institutions, structurellement productrices d'abus et de corruption. Il est grand temps d'en finir avec un système dans lequel les frontières entre intérêts privés et intérêt public sont inexistantes, dans lequel aucun contrôle n'est possible sur les élus, nécessairement générateur d'une caste de politiciens professionnels qui ne nous représentent pas et abusent de leurs positions de pouvoir pour se servir et servir leurs amis.

Julien Salingue

à une limitation, dans une mesure supportable pour la vie sur terre, d'un changement climatique inéluctable, mais que les pièces produites par la défense témoignent que ces objectifs ne seront pas atteints ». En d'autres termes (bis), que Macron, qui s'est posé, la dernière fois lors du G7, en champion de la sauvegarde de la planète, ne se donne même pas les moyens d'atteindre des objectifs officiels déjà insuffisants.

Alors certes, cette décision de justice ne va pas bouleverser la donne ; toutefois, elle est non seulement révélatrice d'un changement dans l'air du temps et d'un gain de popularité du militantisme pour le climat, y compris lorsqu'il prône la désobéissance civile, mais aussi un point d'appui fondé en droit pour les nécessaires actions à venir. Le tribunal, lucide et particulièrement offensif, a ainsi expliqué que le « décrochage » de portraits devait être interprété « comme le substitut nécessaire du dialogue impraticable entre le président de la République et le peuple ». Voilà qui a dû faire siffler quelques oreilles du côté de l'Élysée et de Matignon, et l'on ne peut que se en réjouir. J.S.

Ce surprenant résultat signifie :

- Une sanction claire du pouvoir en place constitué par la coalition des droites islamiste et laïque ;
- Une confirmation du rejet du système politique post-révolutionnaire dans son ensemble, déjà exprimé lors des élections municipales de 2018 qui avaient consacré la victoire des listes indépendantes ;
- L'aspiration d'une majorité, de plus en plus consciente, à vivre décemment dans un État de droit garantissant à ses citoyenEs leurs droits fondamentaux ;
- La marginalisation du courant politique qui se définit en tant que « gauche ».

Qu'ils dégagent !

Une majorité des électeurs et des électrices ont décidé que Saïed et Karoui seraient les porte-drapeaux de leur rejet d'un système politique corrompu, incompétent et sans ambition sociale. L'un comme l'autre sont des candidats « atypiques » : Saïed, parfait inconnu en politique, n'appartient à aucun parti et a mené sa campagne électorale avec relativement peu de moyens financiers ; Karoui, homme d'affaires de la publicité et de l'audiovisuel, a fondé en 2012 une association caritative dont l'activité a été médiatisée via à sa propre chaîne de télévision. Tout récemment, il s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle et a formé un parti politique. Dans le même temps, il a fait l'objet d'une inculpation pour blanchiment d'argent et fraude fiscale, avant d'être jeté en prison, trois semaines avant le scrutin. Beaucoup d'électeurs et d'électrices voient là une manœuvre méprisable des partis au pouvoir afin de se débarrasser d'un candidat gênant. Devançant Karoui, 15,5 % des voix exprimées, Saïed serait le

TUNISIE Élection présidentielle : le rejet d'un système

La Tunisie a voté, dimanche 15 septembre, pour élire un nouveau président de la République. Selon les sondages sortis des urnes, Saïed et Karoui seraient présents au deuxième tour, le 13 octobre. Le point de vue de notre camarade Fathi Chamkhi.



vainqueur du premier tour avec environ 19%, score proche du total des deux candidats de la coalition au pouvoir : Mourou (13%), vice-président du parti islamiste et Chahed (7%), actuel chef du gouvernement et président du parti Tahya Tounès. Un véritable tremblement de terre politique. Les deux candidats du système, Essebsi et Marzouki, avaient obtenu à eux deux près de 73% des voix exprimées lors des élections présidentielles de 2014. L'ensemble des candidats du système n'obtiendraient cette fois que 36%. Les grands perdants seraient le parti islamiste Ennahdha et le parti Tahya Tounès actuellement ensemble au pouvoir. Le parti islamiste poursuit sa descente aux enfers : 1,5 million de voix en 2011, 950 000 en 2014, 550 000 en 2018

et environ 350 000 aujourd'hui. Quant à la droite laïque, tiraillée par les déchirements internes, elle ne sait plus à quel saint se vouer.

Reconstruire à gauche

Cette élection marginalise davantage les partis se réclamant de gauche et coalisés au sein du Front populaire, récemment scindé en deux. H. Hammami, autoproclamé leader de la gauche, n'obtiendrait que 0,7% des voix exprimées, loin des 7,82% des élections de 2014. Le score total des trois candidats apparentés à la gauche atteindrait à peine 1,8%. Un score ultra faible, mais largement mérité par une gauche qui préfère souvent donner des leçons, plutôt que de garder les pieds sur terre afin de comprendre et apprendre des opprimés et des exploités eux-mêmes. Pour

que ces hommes et ces femmes se reconnaissent dans des partis de gauche, il faudrait que leurs aspirations soient reprises dans le programme et l'action de ces organisations. Ce n'est qu'ainsi qu'ils pourront les aider à devenir les acteurs de leur propre libération sociale. Nul doute que nous assistons là à l'émergence d'une conscience sociale des masses déshéritées sous l'aiguillon de la misère sociale et de la faillite des partis politiques de toute nature. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes ont du mal à trouver un travail, à se nourrir, à se soigner, à aller à l'école, à se loger, à se déplacer, etc. À cela s'ajoute une extension inquiétante de la criminalité, de la corruption et des violences.

Il est important pour nous, celles et ceux qui prétendons parler au nom des opprimés et des exploités, d'analyser et de comprendre la signification des choix politiques exprimés à travers ce suffrage. De même, il nous faut cesser de transposer de manière dogmatique des concepts, des schémas et des grilles de lecture empruntées à d'autres réalités ou expériences sociales. Reste à savoir dans quelle mesure ces résultats électoraux vont impacter les élections législatives du 6 octobre prochain. Beaucoup plus que les élections présidentielles, les élections législatives revêtent une importance politique et sociale primordiale pour l'avenir de la Tunisie.

Fathi Chamkhi

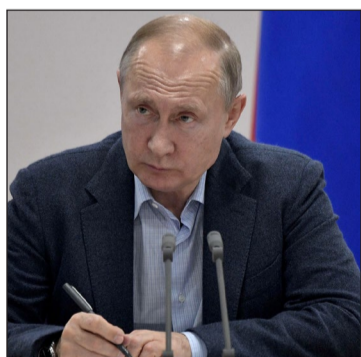
RUSSIE Tout ne baigne pas pour Poutine

Vladimir Poutine a très certainement trouvé meilleur accueil au fort de Brégançon auprès de Macron, tout comme ses ministres de la Défense et des Affaires étrangères (Choïgou et Lavrov) auprès de leurs homologues français (Parly et Le Drian), que les candidats de Russie unie auprès des électeurEs, le 8 septembre. Là, Poutine et les siens se sont pris une baffa.

C'est particulièrement vrai aux municipales à Moscou, la mégapole phare dont le budget se chiffre en dizaines de milliards d'euros, où 19 circonscriptions sur 45 ont été perdues. Mais les mauvais scores se sont égrainés d'ouest en est du pays, de Saint-Petersbourg à Khabarovsk où Russie unie, le parti de Poutine, qui avait déjà essuyé un sérieux revers à l'élection du gouverneur en 2018, n'a plus que 2 sièges de conseillers municipaux sur 36 (certes pas toujours au profit de candidats plus reluisants politiquement!).

Deux étés chauds

Ces résultats électoraux arrivent sur fond de mobilisations sociales et politiques qui ont marqué, deux étés de suite, tout l'immense pays : en 2018 contre une réforme des retraites ; cette année contre l'acharnement du pouvoir à refuser des candidatures qu'il estimait dérangeantes. Pour ces dernières élections, municipales surtout, le bras de fer a été sévère. Les manifestations ont été massives – près de 60 000 personnes le 10 août à



Moscou – et répétées. Elles n'ont pourtant été que la partie visible de la contestation. Ici et là, dans de nombreuses circonscriptions, ce furent autant de combats acharnés mobilisant une partie de la population, pour rassembler les signatures permettant de se présenter¹, les déposer, trouver des moyens de poursuivre la lutte devant leur rejet par les autorités, jusqu'à parfois, in extremis, des négociations pour tenter de faire admettre des candidats rejetés par le pouvoir sur des listes du Parti communiste ou de Iabloko, partis agréés par le système. Et le pouvoir n'y est pas allé de main morte : répression,

emprisonnements, procès... sur fond d'une virulente campagne politique contre ces opposantEs qui auraient propagé la « lèpre orange », nouvelle « révolution de couleur » fomentée par l'Occident...

Navalny, seule menace ?

Poutine et les siens ciblent tout particulièrement Alexeï Navalny qui, depuis des années s'est fait le champion d'une lutte anti-corruption et d'une démocratie vagues, et s'est taillé une popularité dans un milieu bourgeois et petit-bourgeois citadin par ses multiples entrées et sorties de prison. Les élections municipales de 2013 à Moscou l'avaient intronisé, avec 30 % des voix, concurrent n°1 de Poutine. Cette fois, lui et ses partisans n'ont pas été autorisés à se présenter et Navalny en a appelé à un « vote intelligent » : un « tout sauf Poutine ». Est-ce à cet appel qu'il faut attribuer le camouflet infligé à deux figures moscovites du pouvoir, éliminées, Andreï Metelsky, chef de Russie unie dans la capitale, et Valeria Kassamara, directrice adjointe d'une grande école d'économie,

comme l'augmentation des scores du PC voire de Iabloko ? Si l'on en juge par la très faible participation électorale (21 %, pas nouveau), l'appel n'a pas eu de fort retentissement. Mais d'autres candidats que ceux de Navalny, plus préoccupés des questions de niveau et mode de vie des classes populaires, ont mené cette campagne reflétant un bras de fer plus vaste, dans le pays, entre des dizaines de millions de travailleurEs, jeunes et retraités privés de toute représentation démocratique, et les candidats des riches, patrons et actionnaires d'entreprises publiques ou privées qui sous la protection de Poutine se font « un pognon de dingue ». Pour Poutine, sont surtout menaçantes les colères et mobilisations venues d'en bas, l'aspiration des classes populaires à des libertés démocratiques, d'organisation et d'association, politiques et syndicales, qui sont une condition pour la défense d'intérêts de classe.

Michelle Verdier

1 – Il faut obtenir la signature de 5000 administrés de la ville, qui sont soumises à une commission qui les valide... ou non ! Des dizaines de candidatures ont été rejetées.



Le monde en bref

Yémen. Des navires de guerre français utilisés par l'Arabie saoudite

Des vidéos, exhumées par le collectif de journalistes Disclose, en coopération avec Mediapart, Arte, Bellingcat et la cellule investigation de Radio France, ainsi que le média néerlandais Lighthouse Reports, établissent que des navires de guerre français vendus à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis sont utilisés dans la sale guerre contre le Yémen. Les vidéos montrent que plusieurs de ces navires ont participé activement au blocus imposé au Yémen par l'Arabie saoudite et ses alliés, aux conséquences humanitaires tragiques avec, s'il ne fallait retenir qu'un seul chiffre, 14 millions de personnes en situation de famine ou de pré famine selon l'ONU et des ONG.



Selon l'enquête de Disclose, la participation de la France ne se limite pas à la fourniture de matériel militaire. Comme le résume le Monde, « [l'enquête montre en effet que des salariés liés à l'entreprise française CMN assurent la maintenance de la flotte des Émirats, mais surtout qu'une autre entreprise française, Naval Group, était également chargée de la maintenance de frégates saoudiennes entre 2013 et la fin 2018. » En résumé, vente d'armes, et service après-vente...

Une fois de plus, il est donc établi que les autorités françaises ont menti en affirmant à plusieurs reprises, alors qu'elles avaient en main plusieurs éléments démontrant le contraire, que les armes vendues à l'Arabie saoudite et aux Émirats n'étaient pas utilisées dans la sale guerre au Yémen. On se souviendra ainsi de cette déclaration de Maignon en avril : « À notre connaissance, les armes françaises dont disposent les membres de la coalition sont placées pour l'essentiel en position défensive, à l'extérieur du territoire yéménite ou sur des emprises de la coalition, mais pas sur la ligne de front. Nous n'avons pas connaissance de victimes civiles résultant de leur utilisation sur le théâtre yéménite. » Vous avez dit mensonge d'État ?

États-Unis. Trump soutient une fois de plus un agresseur sexuel

Lors de sa nomination, en octobre 2018, à la Cour suprême des États-Unis, le juge Brett Kavanaugh, ultra-conservateur, s'était déjà attiré les foudres des mouvements féministes. Le New Yorker venait en effet de publier une enquête dans laquelle une femme, Christine Blasey Ford, accusait Kavanaugh de l'avoir agressée sexuellement dans les années 1980. À l'époque, Trump avait apporté un soutien sans faille à son poulain, évoquant un « bobard mis en place par les Démocrates » et adressant au nom de la nation « des excuses à Brett et à l'ensemble de la famille Kavanaugh pour la douleur et la souffrance terribles qu'ils ont été contraints d'endurer », sans avoir évidemment un mot pour la victime.

Alors que de nouvelles accusations du même ordre viennent d'être portées par le New York Times, Trump s'est de nouveau distingué par sa solidarité sans faille avec Kavanaugh : « Les Démocrates de la gauche radicale et leurs partenaires des médias pipeaux repartent à l'attaque de Kavanaugh », a-t-il ainsi twitté, ajoutant que « Brett Kavanaugh devrait commencer à lancer des poursuites en diffamation ou [que] le ministère de la Justice devrait venir à sa rescousse ». Une énième démonstration de brutalité sexiste de la part du président des États-Unis qui, en plus de son machisme légendaire, ne digère sans doute pas que les femmes occupent une place toute particulière dans l'opposition à ses politiques, que ce soit du côté de la gauche du Parti démocrate ou dans les manifestations de rue.

POUR UNE GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN ÉMANCIPATRICE!

Nous vivons dans une société capitaliste néolibérale qui veut faire entrer toutes les relations humaines, tous les humains, dans le marché, capable de transformer une pratique de solidarité, l'auto-stop, en entreprise rentable, du type Blablacar.

Contre la marchandisation, imaginer un autre monde

Pour les capitalistes, il s'agit d'étendre la sphère du profit. C'est aussi une offensive idéologique : faire payer tout ce qu'on utilise, tout service rendu. Nous devons combattre l'idée que le marché capitaliste est indépassable, la perception de la richesse, de la valeur des biens produits « obnubilée » par la représentation marchande. Il faut lutter pied à pied contre les évidences des libéraux, l'idée que tout se paie, l'idéologie de la concurrence impitoyable, du profit maximum... qui finissent par donner l'impression que ce qui n'est pas payant est sans valeur.

Pour des gratuités choisies

Il faut retrouver la capacité d'imaginer un autre monde, de donner à voir comment on peut construire une société émancipée où chacune, chacun agit selon ses moyens, ses facultés, ses capacités, et chacune, chacun dispose selon ses besoins. La promotion d'une gratuité construite de biens et services essentiels est un des moyens de cette lutte, parce qu'elle permet de montrer concrètement comment il est possible d'avancer vers une société répondant aux besoins de la population, et non plus du profit.

Décider par exemple que toutes les personnes disposent gratuitement de l'éducation, d'un système de santé efficace, d'accès à la culture, de transports en commun, de quantités déterminées démocratiquement d'eau potable, d'accès internet, d'électricité, d'énergie, etc., attaque effectivement le règne de la marchandisation, à partir des besoins de la population.

Le défi de la gratuité des transports en commun

Aujourd'hui c'est une des gratuités qui avancent : en France, une trentaine de villes ont adopté la gratuité des transports en commun ; partout, des débats sur son instauration, aux motivations multiples. À nous de créer des collectifs de mobilisation qui posent la question des enjeux sociaux, environnementaux et sanitaires de la gratuité des transports en commun.

La population urbaine représente depuis 2000 plus de 50% de la population mondiale ; elle sera 65% en 2025, et dépassera 80% dans de nombreux pays. En France, la croissance urbaine a été de 23% au cours des trois dernières décennies, conjuguant une extension de la superficie des villes à une densification de peuplement. Actuellement, 95% des Français vivent sous l'influence urbaine, même s'ils ne vivent pas tous dans les grandes villes, ce qui pose le



NPA

problème à défricher des modalités de gratuité à mettre en œuvre en dehors des agglomérations. Il faut des mesures radicales pour répondre aux exigences de cette évolution qui augmente les problèmes de pollution et d'émission de gaz à effet de serre, et éloigne toujours plus loin des centres-villes les classes populaires.

Les échecs de la tarification sociale

Nous devons défendre une démarche politique pour la gratuité contre les tenants de la tarification sociale destinée à celles et ceux les plus en difficulté financière, chômeurEs, titulaires du RSA, personnes âgées... Cette forme institutionnalisée de charité n'est pas efficace pour les personnes concernées, comme le montre l'exemple de Dunkerque (voir ci-contre), ou celui du RSA qui n'est pas réclamé par toutes les personnes y ayant droit (entre 30% et 60% selon les formes de RSA).

Pour l'égalité

Aujourd'hui, les habitantEs des quartiers les plus éloignés des centres qui sont obligés de prendre des transports en commun facilitent la circulation des voitures, consomment moins d'énergie et polluent moins. Eux paient leur voyage, alors que celles et ceux qui utilisent la voirie, intégralement payée par les impôts, le font gratuitement. La vraie réduction des inégalités sociales c'est que chacune et chacun, quel que soit le niveau de ses revenus, circule librement grâce à la gratuité. Mais toutes les gratuités n'ont pas la même signification ni les mêmes effets : la façon dont la gratuité est mise en place est aussi importante que l'accès libre : l'accès libre à quoi, pour quoi faire, qui répond à quels besoins ?

Des transports en commun adaptés aux besoins

Certains élus de droite instaurent la gratuité, pour rentabiliser les bus existants, revitaliser les centres-villes. Mais la gratuité des transports en commun sur les lignes et horaires pour le travail et l'étude, si elle permet un gain de pouvoir d'achat pour les usagerEs, n'a pas la même fonction que la gratuité de transports organisés pour pouvoir vivre, c'est-à-dire travailler et étudier bien sûr, mais aussi se distraire, avoir toutes sortes d'activités. De même que la gratuité des transports en commun dans

l'objectif de se passer de voitures dans les villes.

Pour une rupture des modes de transport

Si on veut que les villes cessent d'être des pièges à chaleur, avec des niveaux de pollution qui causent des milliers de décès chaque année, il faut diminuer considérablement la part des voitures individuelles dans les transports. Elles consomment, par voyageur et par kilomètre parcouru, deux fois plus que les bus et 20 fois plus que les trains/trams. Sans parler de l'augmentation du poids des véhicules comme les SUV ! Un bus transporte jusqu'à 60 personnes en utilisant la même surface que 2 ou 3 voitures occupées par 1 à 1,5 personne ; et n'occupe que peu d'espace de stationnement, alors qu'il faut plus de 10 mètres carrés par voiture.

Pour instaurer une réduction de la circulation des voitures, il faut donc associer à la gratuité des contraintes pour les voitures, une amélioration du réseau, des fréquences, une extension des horaires, des mesures favorisant la marche et le vélo, pour que se modifient en profondeur les comportements de l'ensemble des habitantEs. Il s'agit de rendre l'usage des voitures individuelles marginal pour rendre la ville aux habitantEs, en donnant en même temps des possibilités de déplacements efficaces et économes. C'est la seule possibilité pour que les villes et métropoles soient des lieux de vie sociale, d'échange, de partage.

Quel financement ?

Actuellement, la totalité des investissements, achats de bus, trams, entretien des matériels, construction des voies en site propre, des stations, etc., est payée par les impôts. Pour le fonctionnement, les salaires des travailleurEs des sociétés auxquelles la concession a été donnée, le bénéfice des ces sociétés privées, la surveillance, la billetterie, il y a trois sources de financement. En moyenne les impôts représentent 40%, la taxe versement transport (payée par les entreprises de plus de 11 salariéEs) également 40% et le montant des billets payés par les utilisateurEs pèse environ 20% (de 25 à 10% selon les villes). La billetterie n'est donc qu'une ressource annexe du financement.

Ces calculs n'intègrent pas les frais induits par la circulation automobile, qui sont estimés à 1600 euros par an et par voiture, payés par les budgets des communes, de l'État, de la santé.

Un rapport du Sénat estimait il y a 10 ans le montant des recettes de la billetterie à 5 milliards d'euros pour toute la France. Une goutte d'eau dans les dépenses publiques. La gratuité, le retour des transports en régie publique ne sont donc rien d'autre que des choix politiques qui peuvent être faits à l'échelle d'une agglomération. Agissons pour qu'ils soient en première ligne des débats dans toutes les villes!

Patrick Le Moal



POUR LA GR DES TRANSP COMMUN

La gratuité des transports en commun rogne de
libéralisme, à la tendance à la privatisation générale
créant de l'espoir pour une société

LANCEMENT D'UN « APPEL NATIONAL DES TRANSPORTS PUBLICS »

Des collectifs qui militent pour la gratuité des transports dans plusieurs villes ont commencé à se regrouper en 2016, dans une coordination nationale, ont élaboré des revendications communes, une affiche nationale, un autocollant, mis en place un site national (reseau-gratuite-transports.org) et décidé le lancement d'un appel national. Ce dernier a été rendu public à Châteauroux mardi 10 septembre.

L'urgence de la gratuité

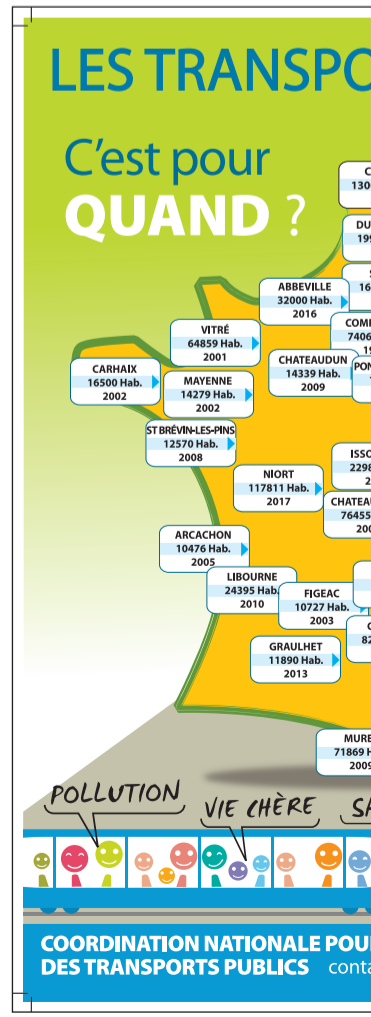
L'objectif de cet appel est de stimuler dans toutes les villes, notamment à l'occasion des élections municipales, le débat sur la gratuité des transports en commun locaux. Plus de 150 personnalités associatives (Attac, Fondation Copernic...), syndicales (UNL, syndicats nationaux Solidaires, syndicats régionaux et locaux CGT, FSU, Solidaires, syndicats étudiants...) et politiques (NPA, LO, Communistes unitaires, Écologie populaire et sociale, Ensemble!, responsables nationaux élus du PCF et de la LFI, élus locaux d'autres formations politiques, comme ÉELV, Génération-s, Mouvement citoyen lyonnais...) se

sont engagées « à promouvoir la gratuité des transports en commun dans toutes les villes et à peser sur les exécutifs à tous les niveaux, du local au national, afin qu'elle devienne l'un des leviers efficace pour des avancées environnementales, sanitaires et sociales répondant aux défis du moment ».

L'appel détaille les urgences qui justifient cette mesure : urgence climatique vu le rôle de la voiture dans les émissions de CO₂, urgence sanitaire vu les 42000 décès prématurés chaque année du fait de la pollution aux particules fines, et urgence sociale vu le coût des transports dans le budget des ménages, notamment les plus modestes. Il se conclut par la nécessité, pour garantir à toutes et tous l'accès libre aux transports en commun, de « développer des transports publics accessibles et de qualité : denses, fréquents, rapides, gratuits, définis par et pour les habitantEs ».

Constituer un mouvement d'opinion

Cet appel est important, car l'unité qui commence à se dessiner en faveur de la gratuité des transports va aider à lever

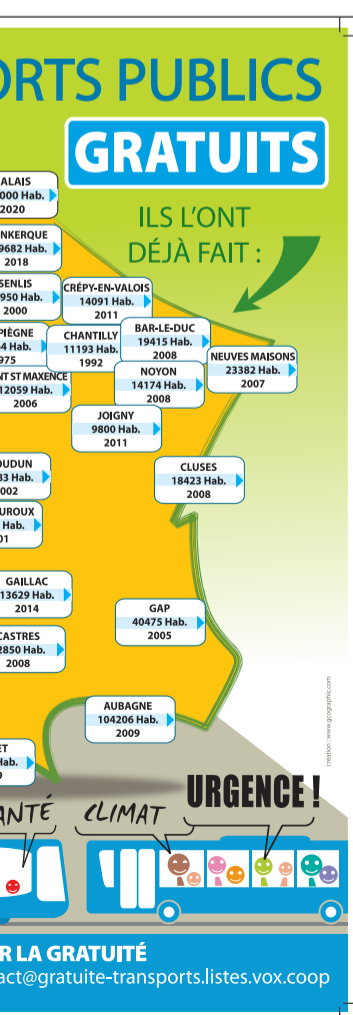




GRATUITÉ TRANSPORTS EN COMMUN !

« L'espace, de la puissance au
réalisée, au règne de l'argent,
est émanquée. »

« UN APPEL POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS LOCAUX »



les réticences qui existent encore sur cette question. L'enjeu est aujourd'hui que cet appel soit largement signé, débattu dans toutes les villes afin que la question des transports et de leur gratuité soit au centre des débats locaux dans les mois qui viennent.

Si la signature d'élus et de responsables a un rôle, il est décisif que se constitue un mouvement d'opinion qui se mobilise sur cet objectif. C'est bien lorsque les habitantEs s'empareront de ce sujet, qui joue un rôle si important dans leur vie quotidienne, que la question deviendra incontournable. C'est l'affaire de toutes et tous que les transports soient adaptés aux besoins de l'ensemble des activités (travail, études, mais aussi loisirs), et gratuits pour permettre la libre circulation. Des collectifs se créent dans plusieurs villes ces dernières semaines (Lyon, Toulouse, Lorient...) pour organiser cette mobilisation, pour renforcer l'action commune : qu'ils se multiplient !

Michel et Patrick

1- <https://blogs.mediapart.fr/reseau-national-pour-la-gratuite-des-transport/blog/120919/appe-national-pour-la-gratuite-des-transport-publics-locaux>

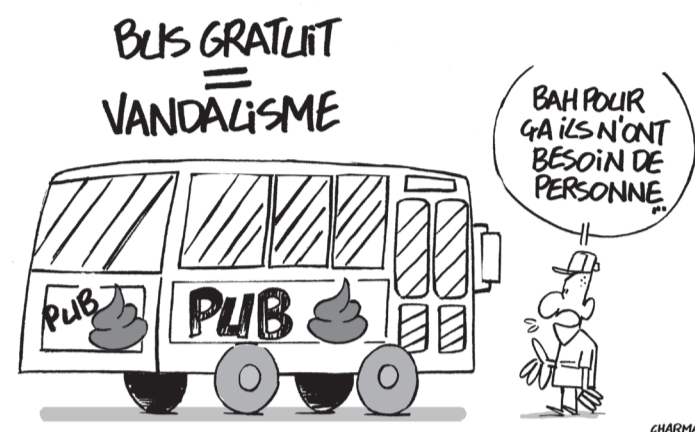
TRANSPORTS PUBLICS GRATUITS, ÇA BOUGE EN FRANCE !

Les deuxièmes Rencontres des villes en gratuité des transports publics, qui se sont déroulées les 10 et 11 septembre à Châteauroux (où s'est tenue la troisième Coordination nationale), sont l'occasion de faire le point sur l'avancée de cette revendication que le NPA défend depuis plusieurs années.

Depuis 2 ans on observe une nette avancée de cette idée, déjà à l'œuvre dans une trentaine de villes. Après Aubagne, l'arrivée de transports gratuits à Dunkerque, Calais, mais aussi à l'étranger, à Tallin (Estonie) ou au Luxembourg, a crédibilisé cette solution à une échelle de masse. Les annonces d'expérimentations en Allemagne, à Paris, à Clermont-Ferrand, etc., donnent de l'écho à la gratuité des transports comme un sujet sérieux et une véritable voie alternative. Les municipalités où la gratuité existe reconnaissent qu'un retour en arrière serait un suicide politique au vu de la satisfaction populaire, comme à Châteauroux ou à Aubagne, pourtant à droite.

Pression des mobilisations

L'appel lancé par la Coordination (voir ci-contre) pèse dans les organisations pour débattre et intégrer cette proposition dans les revendications centrales de la rentrée. Au début de l'année, la direction du PCF s'est positionnée en faveur de ce mot d'ordre, malgré les réticences de beaucoup de ses maires et élus. C'est vrai aussi de Génération-s en Isère. Dans la CGT, des secrétaires départementaux ont signé l'appel. Le débat existe désormais chez ÉELV, comme le précisait son



représentant à Lyon lors du Forum « Fêtons la gratuité » organisé par Paul Ariès en janvier. Évidemment le contexte a accéléré les choses : les mobilisations pour le climat, la santé, les mouvements sociaux (Gilets jaunes, salaires, etc.) poussent les forces politiques à avancer des mesures concrètes qui, pour l'instant, n'arrivent pas vraiment. Chez des Gilets jaunes, mais aussi dans certains collectifs climat, la revendication de gratuité des transports a été intégrée.

Contre-feux

On peut observer diverses réactions. Des élus en France ont pris eux-mêmes l'initiative de lancer des études pour, en fait, démontrer que la gratuité des transports

n'est pas possible (Île-de-France, Paris). C'est également le cas dans cinq villes en Allemagne. Ailleurs, comme à Calais, la municipalité a annoncé le passage en gratuité suite au mouvement des Gilets jaunes. À Grenoble, le SMTC (Syndicat mixte des transports en commun) a réalisé une étude d'impact qui doit bientôt sortir. Fin septembre, le résultat d'une étude sénatoriale devrait être présenté.

Du côté des acteurs historiques comme la FNAUT (Fédération nationale des associations d'usagers des transports) et Groupement des autorités responsables de transport (GART) ou de chercheurs comme Frédéric Héran, le contre-feu a été lancé avec plusieurs études qui répètent en boucle

les mêmes arguments hostiles à la gratuité.

Rapport de forces

Un élément du débat est à prendre en compte sérieusement : il s'agit de l'offensive du Medef et du gouvernement pour attaquer les services publics de transport et réformer le VT (versement transport). Ce VT, qui n'existe qu'en France, est une taxe essentielle payée par les entreprises de plus de 11 salariéEs. Il représente 47 % du financement du service public de transport (33% collectivités, 20% usagerEs).

Leur volonté est de transformer le VT en VM (versement mobilité) et d'utiliser cet argent pour financer la « transition écologique » et subventionner les constructeurs privés, pour les véhicules électriques notamment.

Les débats à Châteauroux ont montré une réelle avancée des partisans de la gratuité qui embarrasse ses détracteurs, mais le combat fait rage et ne fera pas l'économie d'un nouveau rapport de forces pour imposer au patronat ce nouveau droit, par la défense et l'augmentation massive du VT. Les émissions polluantes du secteur des transports (30% environ) nous rappellent tous les jours l'urgence d'imposer cette bonne solution.

Michel S.

C'EST POSSIBLE, ÇA MARCHE : L'EXEMPLE DE DUNKERQUE

Dunkerque est la plus grande agglomération en France (environ 200 000 habitantEs) ayant instauré la gratuité des transports en commun.

Dans cette ville conçue, après la Seconde Guerre mondiale pour la voiture, où les parkings constituaient un quart de la surface du centre, où deux tiers des déplacements se faisaient en véhicules individuels, le choix a été fait d'une rupture radicale dans les modes de déplacement de toute l'agglomération. Il y a donc eu, conjointement à l'instauration de la gratuité, une amélioration du réseau de bus, une modification des espaces publics, une politique favorisant le vélo, avec la volonté de transformer en profondeur les habitudes de mobilité de toutes les habitantEs.

La gratuité a d'abord été expérimentée les week-ends à partir de 2015, puis instaurée en totalité depuis septembre 2018, financée grâce à l'annulation d'un grand projet inutile, et à l'augmentation de la taxe versement transport



(VT) payée par les entreprises de plus de 11 salariéEs.

Effets spectaculaires

Moins d'un an après, les effets sont spectaculaires. Concernant l'utilisation des transports en commun, le dimanche c'est + 200%, + 300% lors des événements festifs. En semaine, la progression est régulière, et a atteint + 80% en juin dernier. UnE utilisateurE sur deux prend le bus plus souvent du fait de la gratuité ; 48% des nouveaux et nouvelles utilisaient auparavant leur voiture ; 10% ont même vendu leur seconde voiture. Les parkings du centre-ville se vident.

Tout indique que celles et ceux qui avaient droit à des tarifications sociales ne les prenaient pas obligatoirement du fait de la stigmatisation que cela représente de « quémander » un avantage social. Ils et elles utilisent aujourd'hui massivement les transports : 33% de nouveaux publics, notamment les habitantEs les plus pauvres, se redéplacent aujourd'hui, montrant par là que la tarification sociale n'est pas une solution pour arriver à l'égalité de toutes et tous dans les déplacements.

Modes de vie changés

L'enquête faite auprès des habitantEs bat en brèche toutes sortes

de préjugés. Non, la gratuité ne se fait pas contre les modes doux de déplacement, la marche et le vélo : l'usage du vélo dans la ville a augmenté de 30%, et 20% des usagerEs marchent plus qu'auparavant (pour l'essentiel les anciens automobilistes).

Non, la gratuité n'augmente pas l'insécurité au motif que ce qui est gratuit n'aurait pas de valeur pour les usagerEs ; au contraire, elle diminue les incivilités (- 65%) ! Par ailleurs, la gratuité redonne du « pouvoir d'achat » aux habitantEs, qui en ont bien besoin ! Ce qui n'est pas quantifiable est tout aussi important. Les jeunes ont une plus grande autonomie, la liberté d'accès aux transports améliore la lutte contre l'isolement des personnes âgées, car s'est créée une nouvelle convivialité, de nouveaux lieux de vie sociale, de vie collective. Le centre-ville se redynamise. Les adversaires de la gratuité argumentaient en disant que toutes les villes où elle avait été mise en place étaient de petite taille, inférieures ou égales à 100 000 habitantEs. La réussite des premiers mois de gratuité à Dunkerque va les obliger à chercher autre chose !

Michel et Patrick

BOURG-EN-BRESSE

Anticapitalistes parce que humanistes !

Du point de vue des « problèmes liés à l'immigration » (comme ils disent...), la situation dans les villes de province est plus « soutenable » que dans les grandes agglomérations. Mais la présence d'environ 200 demandeurEs d'asile sans solution d'hébergement à Bourg-en-Bresse occasionne néanmoins une activité soutenue des réseaux militants.

Entre juin et août, deux réquisitions de maisons vacantes se sont déroulées à l'initiative des adhérentEs du Collectif de soutien aux migrants. Ces immeubles étant la propriété de bailleurs sociaux liés à différentes mairies, des négociations ont été entreprises afin d'obtenir un titre d'occupation provisoire ainsi qu'une aide financière pour viabiliser les sites. Dans le même temps, le propriétaire déposait une plainte afin de récupérer « son bien »...

Soutien et auto-organisation

Les personnes « relogées » sont majoritairement issues de pays africains et sont généralement en « procédure Dublin ». Ce sont surtout des célibataires. Des familles avec des enfants, des femmes enceintes et quelques déboutés sont également présentEs.

Contrairement à certaines expériences où militantEs et occupantEs avaient été arrêtés sur-le-champ et conduits au commissariat, les possesseurs des lieux semblent jouer l'apaisement.

Les milieux chrétiens, qui sont la principale composante du collectif, seront appelés aux urnes prochainement et les majorités municipales de la « gauche » institutionnelle en place ou à venir devront en tenir compte pour assurer leur élection.

Même si les mobilisations restent fluctuantes, des organisations prennent en charge le quotidien de ces « damnés de la terre » aidées par un niveau d'auto-organisation des occupantEs plus important que par le passé.

De nombreuses initiatives prises par le collectif (visite de Jean-Baptiste Eyraud, président de Droit au logement, multiples diffusions de tracts à l'occasion des animations, fête en plein air, etc.) ont connu des succès divers mais ont permis de maintenir une visibilité tout au long de l'été.

Autre fait notable : comme nous l'écrivons dans la dernière brochure du NPA consacrée à la solidarité avec les migrantEs, le besoin se fait sentir de « combiner actions concrètes de solidarité avec luttes politiques ». Des revendications portant sur la liberté de circulation et d'installation, la régularisation de toutEs les sans-papiers, l'égalité des droits sont maintenant prises en compte par l'ensemble du collectif.

Après plusieurs reports d'audience, le jugement a octroyé un délai de quatre mois aux occupantEs. Concernant le second immeuble, le jugement est reporté au 3 octobre. Ce qui laisse quelques semaines pour conduire des négociations : bail temporaire ou relogement dans des structures prévues pour l'accueil.

Correspondant

RETRAITES Après les annonces d'Édouard Philippe, l'urgence de la mobilisation

Après une nouvelle phase de « concertation » avec les organisations syndicales et une « consultation citoyenne » (sur internet, ou à l'occasion de réunions publiques) qui doit durer jusqu'à fin 2019, le projet définitif serait élaboré en début d'année prochaine pour être voté, après les élections municipales, lors de la session parlementaire d'été 2020 qui se termine en juillet. Face à la colère sociale qui s'exprime en cette rentrée par la multiplication des luttes, et aux braises du mouvement des Gilets jaunes qui couvent toujours, le pouvoir engage une nouvelle opération d'anesthésie sociale en refaisant le coup du « dialogue » avec les syndicats et du « grand débat ». Il espère ainsi gagner du temps, et éviter une mobilisation d'ampleur.

Le projet est bouclé

Mais derrière cette mascarade, sur le fond, le projet gouvernemental est déjà bouclé, ce qu'Édouard Philippe a confirmé dans ses interventions. Le pouvoir est décidé à imposer coûte que coûte sa « retraite par points », qui signifie la baisse massive des pensions et le recul de l'âge de départ, pour les générations à venir, pour les salariéEs du public comme celles et ceux du privé. Les dépenses de retraites ne pourront dépasser une « enveloppe fermée » de 14 % du PIB, alors que le nombre de retraités ne va cesser d'augmenter. Philippe a rappelé le véritable sens de la contre-réforme : pour avoir une retraite décente, « il faudra travailler plus longtemps ». S'il estime que « travailler plus longtemps n'est plus tabou pour la gauche ni pour la droite », il existe, par contre, pour ce gouvernement au service du patronat, un véritable tabou : l'augmentation des cotisations sociales patronales pour ajuster les financements aux besoins.

La seule discussion qui subsiste alors porte sur la répartition de

Lors de son intervention devant le conseil économique, social et environnemental, puis, le soir, sur TF1, le Premier ministre a précisé le calendrier de la contre-réforme des retraites, principal objectif de « l'acte deux » du quinquennat Macron.



« l'effort » à fournir par les salariéEs. « Âge pivot », « durée de cotisation », il s'agit seulement de savoir qui sera le plus perdant parmi les perdantEs et à ce jeu, ce sont les femmes et les plus précaires qui seront les plus impactés.

Les retraites comme variable d'ajustement

La nouvelle concertation aura une autre fonction qui n'annonce rien de bon. Si le système de retraites « par points » s'équilibrera automatiquement, en faisant des retraites la variable d'ajustement, le gouvernement entend qu'il soit « à l'équilibre » au moment de sa création en 2025.

Dans son interview à TF1 Philippe a déclaré : « Le système, pour l'heure, n'est pas très loin de l'équilibre. Faut-il en déduire qu'il ne faut rien faire ? Je ne le crois

pas. [...] Tout porte à croire que le déficit va fortement se dégrader ». Les « partenaires sociaux » vont donc être mis à contribution pour imaginer de nouvelles restrictions avant même la mise en place de la réforme.

Ce qui se profile, sans le dire ouvertement, c'est donc un nouveau coup de rabot sur les retraites, dans les mois qui viennent (nouvel allongement de la durée de cotisation, recul de l'âge pour bénéficier d'une retraite complète).

Le seul vrai gagnant sera le patronat, qui obtient la garantie de ne jamais voir les cotisations retraites augmenter, et pour qui la baisse des retraites par répartition ouvre le marché, très lucratif, des assurances retraites par capitalisation. Pour s'assurer que les propositions iront dans ce sens, deux grands patrons sont chargés de présider aux solutions à proposer : Sophie Bellon, présidente du conseil d'administration de Sodexo et Jean-Manuel Sossan, directeur des ressources humaines du groupe Bouygues Construction. On n'est jamais si bien servi que par soi-même !

Engager dès maintenant la mobilisation

Contrairement à ce que l'exécutif voudrait faire croire, et à ce qu'accréditent les directions syndicales en poursuivant le « dialogue social », c'est dès maintenant qu'il faut engager la mobilisation, non pour aménager à la marge le projet, mais pour imposer son retrait. L'heure n'est pas à un nouveau grand blabla sur les retraites. Il y a urgence à préparer dès maintenant la mobilisation unitaire face à un pouvoir dont chacun connaît la détermination.

Pour cela, il faut créer les outils adéquats. On ne peut laisser l'organisation de cette lutte à des directions syndicales dont une partie soutient la réforme ou qui, tout en la condamnant, ne font rien pour mobiliser à la hauteur des enjeux, comme le prouve le pitoyable spectacle des journées d'action dans la division en cette rentrée.

Sur le terrain commencent à se créer des collectifs unitaires, dans les entreprises, les villes et les quartiers qui organisent la résistance face aux différentes attaques : licenciements, suppressions d'emplois et destruction de services publics, salaires, et au sein desquels la mobilisation sur les retraites doit devenir un axe essentiel. Il faut multiplier ces initiatives, y débattre des moyens efficaces pour imposer enfin à ce pouvoir une défaite majeure : le retrait intégral de son projet de contre-réforme des retraites.

Jean-Claude Delavigne



DR

STRASBOURG Les flics pour protéger Vinci

Le projet de Grand contournement Ouest de Strasbourg (GCO) a entraîné, le 2 septembre, l'abattage, à quelques kilomètres de Strasbourg, de 2 hectares d'une forêt centenaire peuplée d'espèces animales protégées. Cette parcelle permet l'aménagement de la liaison autoroute A35/GCO. Au total ce sont 20 hectares qui ont été détruits.

À 6 heures du matin, des militants anti-GCO ont investi la forêt. La gendarmerie nationale en nombre a, au bout d'un certain temps, encerclé le groupe et procédé à des contrôles d'identité, nous accusant d'avoir organisé sur la voie publique une manifestation non déclarée. En fin de matinée, l'entreprise de bûcheronnage est arrivée après que la gendarmerie se fut assurée du départ des militantEs. Nos propres « vigiles » ont constaté que les travaux débutaient et ont donné l'alerte.

Unités d'élite contre militantEs

Des militantEs ont alors réussi à déjouer la surveillance des flics et à s'introduire dans la zone de coupe non balisée donc non interdite au public. Pendant quelques minutes, ils et elles ont arrêté les machines avant d'être évacués par le PSIG, peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie.

Le PSIG était composé entre autre de l'unité dite « Sabre », qui selon le site du ministère de l'Intérieur, intervient lors de tueries de masse avec un armement réservé aux unités

d'élite, tel que fusils d'assaut ou boucliers résistants aux balles de Kalachnikov ! Du « beau monde » pour des militantEs écologistes non violents, dont certains membres du NPA. Un camarade a été violemment plaqué au sol, de dos, sans sommation, alors qu'il prenait des photos. En état de choc, notre camarade a été examiné par le SAMU. Il fallait au moins ça pour protéger Vinci et ses filiales, alors que les tribunaux n'ont pas statué définitivement sur le dossier et que la construction de cette aberration écologique et économique

se poursuit sur 24 km avec l'aide permanente de milices privées et de la gendarmerie. Faire de plus en plus peur à ceux qui contestent les choix macroniens, l'ordre capitaliste bien établi, voilà la signification de cette démonstration de force dans la forêt du Kritwald au nord de Strasbourg. Macron le grand défenseur de la planète chez les autres, lâche ici ses chiens de garde. Cela ne doit pas nous empêcher de continuer à manifester pour défendre notre environnement et nos libertés publiques.

Correspondante

FORD BLANQUEFORT

TouchésEs mais pas coulésEs !

Le jugement est tombé, malheureusement sans surprise. La cour d'appel de Bordeaux a confirmé, le mardi 17 septembre, le jugement du TGI qui s'était déclaré incompétent, refusant ainsi de juger de l'existence ou pas d'un motif économique qui justifierait les licenciements et la fermeture de l'usine.

AFFAIRE TEFAL, ÉPISODE 4 **L'inspectrice du travail** **Laura Pfeiffer encore sur le grill**

Le 12 septembre 2019 se tenait à nouveau un procès de Laura Pfeiffer dans le cadre de l'affaire Tefal. L'inspectrice du travail est en effet poursuivie depuis plus de 5 ans pour recel et violation du secret professionnel suite à une plainte de l'entreprise Tefal.

Tefal reproche à l'inspectrice du travail d'avoir communiqué à l'ensemble des organisations syndicales du ministère du Travail, ainsi qu'au Conseil national de l'inspection du travail, des documents qui lui avaient été transmis par un salarié de l'entreprise. Ces documents prouvaient l'existence d'une collusion entre son directeur départemental et Tefal, visant à évincer l'inspectrice, jugée trop gênante. Le même responsable hiérarchique sollicitait ensuite un stage au sein de l'entreprise pour un membre de sa famille... Alors qu'elle n'a fait que se défendre contre des pressions illicites, alors que le Conseil national de l'inspection du travail a reconnu la défaillance de la hiérarchie dans la protection de son agente, Laura a pourtant été condamnée pour recel! Ce nouveau procès intervient après l'annulation de la condamnation par la Cour de cassation, qui a considéré que la situation de Laura Pfeiffer n'avait pas été jugée au regard de la législation sur les lanceurs d'alerte.

Collusion à tous les étages

L'affaire Tefal illustre tristement la collusion qui existe entre les directions des grandes entreprises et les patrons publics. Ces derniers n'hésitent pas à se rendre des services pour défendre leur intérêt commun et à s'organiser avec le plus grand cynisme pour faire taire celles et ceux qui les dérangent. Quant aux ministres du Travail successifs et leurs directeurs généraux, ils et elles n'ont apporté aucun soutien à Laura Pfeiffer. Pire encore, cette affaire lamentable leur a servi de prétexte pour lancer une chasse aux syndicalistes dans le ministère du Travail, alors que c'est l'encadrement qui patage dans les conflits d'intérêts. Sous couvert de défense de la « déontologie », les sanctions à l'encontre de militantEs et les entraves à l'exercice du droit syndical se sont multipliées au cours des dernières années.

Une mobilisation sur la durée

Au terme d'un procès qui a vu l'avocat de Tefal étaler son mépris de classe, et le parquet reprendre peu ou prou ses arguments, le tribunal a annoncé qu'il rendrait son délibéré le 24 octobre.

Face à ces pressions, face à une justice plus que bienveillante envers le patronat, les agentEs de l'inspection du travail comme



DR

les salariéEs ne peuvent compter que sur leur solidarité. Chacun des procès de Laura Pfeiffer était accompagné d'une journée de mobilisation nationale à l'appel de la majorité des organisations syndicales du ministère. Jeudi 12 septembre, ce sont encore près de 300 personnes, agentEs du ministère du

Travail, salariéEs de Tefal et syndicalistes de la région lyonnaise, qui ont manifesté leur soutien devant le tribunal. Au ministère du Travail et ailleurs, il est plus que jamais urgent de construire des fronts communs contre la répression, quelles que soient ses formes.
Comité inspection du travail

RATP **Le premier métro**

La RATP a ouvert le bal de la contestation de la réforme des retraites. Après 12 ans d'atonie – du moins en apparence – la grève a fait son retour fracassant dans les transports parisiens : 100 % de grévistes au métro, 60 % aux bus et dans les ateliers de maintenance, la capitale a été paralysée ce vendredi 13 septembre. Bien creusé, vieille taupe !

Deux jours auparavant, les prévisions de trafic annoncées par la direction avaient fait l'effet d'une bombe, déclenchant la comédie médiatique : les agents RATP seraient des privilégiés, qui partent en retraite avec, en moyenne, 3700 euros!

« La retraite à 50 ans ? Une légende »

« 3700 euros ? Je touche 2000 euros en travaillant en horaires décalés et les jours fériés ! Avec des périodes de travail de 6 jours d'affilée », rectifie une conductrice en grève, interviewée lors du rassemblement devant le siège. « La retraite à 50 ans ? Une légende. Beaucoup partent à

58 ans. Sans parler des histoires de décote », confirme un autre. Car le régime n'est plus si spécial, sauf pour l'âge de départ, plus bas. Partir plus tôt, mais avec quoi ? La durée de cotisation est la même que touTEs les salariéEs, la décote fait son œuvre. Le calcul de la pension se fait sur les 6 derniers mois – une « spécialité » qui concerne tout de même plus de 5 millions et demi de fonctionnaires.

« C'est pas équitable les six derniers mois ? Mais tout le monde devrait avoir les six derniers mois ! » « S'ils veulent faire une retraite unique, qu'ils la fassent vers le haut. Et qu'ils baissent leurs avantages à eux. D'accord pour travailler, mais pas jusqu'à la mort. » Paroles

de grévistes, qui n'ont qu'une seule chose en tête en ce vendredi 13 : quelles suites donner à leur mouvement ? Comment faire reculer le gouvernement ? « C'est à la base de décider des suites. D'accord pour être accompagnés, mais pas question que les syndicats signent n'importe quoi sans nous consulter. » « En 2007 on s'est sentis trahis par les syndicats. Je suis syndiqué CGT mais je l'ai encore en travers de la gorge. On veut que les décisions soient remontées vers le haut. » Enfin, « de toutes façons, on va converger. En 1995, on convergeait, c'est ce qui a fait notre force. Y'a pas de secret, on n'y arrivera pas tout seuls. »

Correspondant

LA POSTE Après Envoyé spécial, Faites entrer l'accusé ?

La diffusion du reportage « La Poste sous tension », dans le cadre de l'émission « Envoyé spécial » du 12 septembre, met les nerfs de ses dirigeants quelque peu à vif.

Deux jours avant la diffusion elle-même, un communiqué émanant du siège tentait de discréditer l'émission, pour justifier son refus d'y participer. Le prétexte ? La présence d'un des journalistes lors d'une action des grévistes du 92 dans les locaux du siège, action qualifiée de « délictueuse ». Étrange conception du métier de journaliste et de la liberté de la presse de la part des patrons de La Poste !

Le syndrome France Télécom ?

Pour le coup, ce reportage a largement été vu et commenté, notamment sur les réseaux sociaux. La souffrance au travail, matérialisée en particulier par son aspect le plus brutal et visible – les suicides – y est traitée, comme cela l'a déjà été dans la presse ces dernières années. Mais, fait nouveau, plusieurs cadres (y compris dirigeants) témoignent. Ainsi est mis au grand jour le système mis en place au plus haut niveau pour « gérer » les cas de suicides. Y compris auprès des médias, comme le raconte une ancienne attachée de presse dont le travail, dans ces circonstances, était clairement d'étouffer les affaires. Au lendemain de l'émission, les éléments de langage tombaient dans les services, sous forme d'un « message à lire aux factrices et aux facteurs » envoyé par la direction de la branche courrier aux cadres locaux. Une initiative qui a eu pour principal résultat d'augmenter la colère des agentEs. Il faut dire que les auteurs de ce « message » se vautrent allègrement dans le mensonge, en niant l'existence du désormais fameux algorithme pour calculer les tournées, dont il est beaucoup question dans ce reportage. Pas étonnant que La Poste soit tendue sur le sujet. Cet aspect renvoie à une question centrale, celle du calcul de la charge de travail (ou, en l'espèce, celle du vol de temps de travail).

Aujourd'hui Philippe Wahl, le PDG de La Poste, est clairement en difficulté. Il serait on ne peut plus normal qu'il réponde de ses actes, en même temps que son équipe, et aussi son prédécesseur Jean-Paul Bailly. Ces dirigeants sont tout aussi responsables que ceux de France Télécom. Mais, avec un État, actionnaire majoritaire, qui se fait depuis des années le complice de leurs agissements, ils peuvent se sortir de cette situation délicate. Il faut donc agir pour peser sur les événements. Deux fédérations syndicales (CGT et SUD) appellent à la grève le 24 septembre sur les retraites, date dont pourraient se saisir les postierEs y compris sur leurs propres problématiques. Mais, pour répondre à la situation, une journée nationale de grève, portée par une vraie campagne (avec à la fois impulsion des fédérations et appropriation d'intersyndicales locales), est clairement l'enjeu.

Édouard Gautier



DR

Un faux match nul. Car dans l'histoire, même si la justice ne donne pas raison à Ford, elle lève un dernier obstacle et permet ainsi à la multinationale de liquider son affaire. Les dirigeants de Ford se sont immédiatement déclarés satisfaits, eux qui ne sont pas à une indécence près. Mais pourquoi se gêner quand pouvoirs politiques et instances judiciaires ne font rien pour s'opposer aux logiques capitalistes destructrices ?

Permis de licencier

Avec cette « incompétence » judiciaire, c'est clairement la permission de licencier qui est confirmée, malgré des profits énormes et malgré tout l'argent public perçu indûment durant des années. C'est aussi clairement pour nous ce

qu'on peut appeler un « déni » de justice. Car au total, ni l'administration ni les tribunaux ne contrôlent la réalité de raisons économiques valables. Cette décision fait suite à un enchaînement de capitulations, de la part de l'État, des collectivités territoriales, des pouvoirs publics en général. Toutes ces instances, tous ces gens se sont réfugiés dans une posture d'impuissance. Affirmant qu'il n'y a rien à faire pour empêcher fermetures et licenciements. Il est vrai que cela fait des années, des décennies que les plans de licenciements se succèdent sans qu'aucun pouvoir ne s'y oppose, sans qu'il n'y ait jamais eu de confrontation avec les licencieurs. Alors au fil du temps, ça se banalise, ça s'intègre et plus personne ne croit à la possibilité de changer la

donne. Cela devient confortable pour le pouvoir qui peut s'indigner, critiquer, voire dénoncer les folies du capitalisme mais qui, « en même temps », se tait vite et abandonne, passant facilement à autre chose.

Tristesse et colère

Nous avons essayé de bouculer cette routine, de perturber le scénario bien en place, très perfectionné, cultivant résignation, fatalisme, manipulation, faisant croire que finalement, une fermeture et des licenciements ce n'est pas grave, c'est l'occasion pour tout le monde de rebondir et changer de vie. Donc il faudrait s'y faire, accepter la dure réalité, se débrouiller. Aujourd'hui, on peut faire ce constat amer. Nous n'avons pas réussi à



empêcher la catastrophe. Même si nous n'avons pas d'illusions, pas trop d'espoir, c'était quand même notre bataille, depuis un bon moment, c'était notre acharnement qui nous faisait tenir. Alors on est triste mais en colère aussi. Nous aurons, espérons-le, suffisamment de force, de moral pour continuer la bataille.

De toute façon, la fermeture reste injustifiable et scandaleuse. Les licenciements sont illégitimes. Nous ne reconnaissons pas le droit à Ford de nous licencier et nous résisterons encore. Pas de temps mort puisque dès samedi 21, à 11h30, nous organisons la manifestation unitaire contre les licenciements partout et, le soir à 19h au Krakatoa, il y aura la soirée de solidarité avec des artistes.
Philippe Poutou

Les comités en action!

RÉUNION PUBLIQUE
JEUDI 26 SEPTEMBRE
20H
MJC ROUEN GAUCHE - SALLE EUROPA
PLACE HANOVRE

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Retraites...
Destruction de la planète...
Casse des services publics...
Licenciements...
Répression...

Contre Macron et son monde
En finir avec la dispersion des luttes
S'auto-organiser pour gagner

npa76.org
Salle Europa - métro St Sever - Bus lignes F1, 6, 31, VTNi 32

RÉUNION PUBLIQUE
Philippe POUTOU
Ouvrier et porte-parole du NPA

Licenciements, Retraites, Santé, Répression...

RIPOSTER FACE A MACRON ET SON MONDE

JEUDI 26 SEPTEMBRE 20h
FONTAINE D'OUCHE Salle Aubrac
Place de la Fontaine d'Ouche - Bus L4

La planète brûle : on fait quoi ?

CAFÉ-DÉBAT

Avec Emma, autrice de *Un autre regard sur le climat*

NPA
Paris 17-18

Jeudi 3 octobre à 19h30
Bar La terrasse
73 rue Marcadet, 18e

Entrée libre

l'Anticapitaliste la revue
Le n° 107 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

LA SCIENCE VA-T-ELLE SAUVER OU FAIRE DISPARAITRE L'HUMANITÉ ?

Fête de l'Humanité

Un NPA au rendez-vous

Comme les années précédentes, le NPA tenait un stand à la fête de l'Humanité qui s'est déroulée les 13, 14 et 15 septembre à La Courneuve.



Il nous semblait en effet essentiel d'être au côté des dizaines de milliers de jeunes, de militantEs, des syndicats, des associations, de diverses formations politiques, etc., pour y discuter notamment des défis liés à la rentrée sociale, ceux de la nécessaire construction d'une opposition unitaire et populaire à la politique antisociale de Macron. A fortiori dans la mesure où, depuis les élections européennes, avec la mise en scène du tête-à-tête mortifère entre Macron et Le Pen et les faibles scores de la gauche radicale, les discussions au sein de la gauche sociale et politique vont bon train.

Rencontres et culture

Le stand du NPA a ainsi été un lieu de rencontre durant les trois jours de la fête de l'Humanité, avec plusieurs débats organisés : autour des questions de violences policières et d'autoritarisme, en présence d'Aurélien Garand et d'Assa

Traoré, avec notre camarade Julien Salingue ; sur la situation en Algérie, avec Hamamouche Lemnouar, militant du Parti socialiste des travailleurs ; avec les travailleurs sans-papiers de Chronopost, en grève pour leur régularisation ; avec plusieurs collectifs luttant pour le droit de vote des étrangers. L'un des temps forts fut la double intervention de nos camarades Olivier Besancenot et Philippe Poutou, le samedi après-midi, qui ont développé, dans un stand rempli (et même un peu plus), les points de vue et propositions du NPA à l'occasion de la « rentrée sociale », avec

également une intervention des grévistes de l'hôtel Ibis Batignolles. Un lieu de culture également, avec l'espace de la librairie La Brèche, où chacunE a pu prendre connaissance des récents (et moins récents) ouvrages s'inscrivant dans les champs des idées et des débats du mouvement ouvrier et de la pensée critique, dans toute leur diversité. Deux invitéEs ont d'ailleurs présenté leurs derniers ouvrages, à l'invitation de La Brèche et du NPA : Aurore Koechlin le samedi, qui a animé une discussion autour de son livre *la Révolution féministe* (éditions Amsterdam) ; Gérard Delteil

le dimanche, avec son ouvrage *les Écœurés* (Seuil). Un lieu de détente et de fête enfin, avec les deux soirées, désormais cultes, « Marx, Engels, Lénine et Beyoncé », animées par Tarik, dans un stand plein à craquer.

Échanges et débats

La fête de l'Humanité a aussi été l'occasion de participer à des rencontres et des débats dans d'autres stands, dont des échanges fraternels avec nos partenaires internationaux, par exemple nos camarades du stand de Kanaky et du syndicat USTKE. Le NPA a également été invité à un débat organisé par des membres du PCF, pour discuter des perspectives sociales et politiques face à Macron et à l'extrême droite.

Au total, un NPA bien présent dans une fête qui a une nouvelle fois fait le plein : un encouragement à poursuivre le combat et à soutenir les luttes, nombreuses, qui ont gagné en visibilité durant la fête, avec notamment un PCF qui avait « mis le paquet » sur la question du référendum contre la privatisation d'Adp. Mais aussi une étape dans les discussions, nécessaires, dans la gauche radicale, sociale et politique, pour relever la tête, faire face au rouleau compresseur Macron et offrir des perspectives politiques crédibles, sans retomber dans la focalisation sur les meccanos électoraux et les querelles liées aux ambitions personnelles.

Les Nôtres

Yves Lacire



PHOTO THÈQUE ROUGE / GUY LAHER

Le NPA 83 et le NPA 06 sont en deuil. Notre ami et camarade Yves Lacire nous a quittés le 2 septembre, victime d'une crise cardiaque, peu après ses 71 ans.

Même s'il s'était un peu éloigné de nous depuis quelques mois – il l'avouait lui-même, il n'y croyait plus trop –, nous ne saurions oublier sa disponibilité, son activité militante inlassable, sa générosité également, son sens de l'amitié et du rire...

Il parlait peu de lui, mais nous savons qu'il avait exercé, en région parisienne, des responsabilités dans la CFDT du bâtiment. Nous savons surtout qu'il fut à partir de 1987, peu après son arrivée dans le département, un des animateurs infatigables de la LCR, puis du NPA varois, n'hésitant jamais à prendre des responsabilités dans le mouvement social...

Yves, ton absence nous désole; nous ne t'oublierons pas.

Le NPA 83 et le NPA 06

NPA

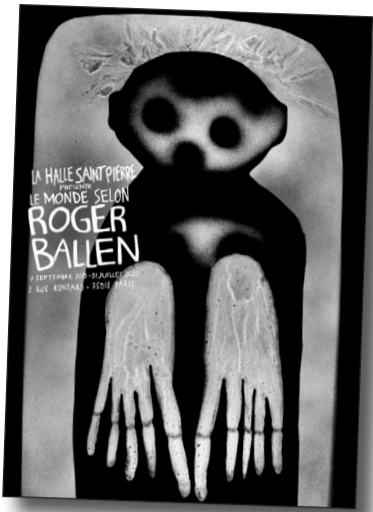
Fête Anticapitaliste
14H-22H SAMEDI 12 OCTOBRE

Débats
Meeting
Restauration
Musique

Avec **Olivier Besancenot**, le journaliste **David Dufresne**, l'autrice **Emma**, les sociologues **Michel et Monique Pinçon-Charlot**, l'historienne **Ludivine Bantigny**... et d'autres invitéEs et des acteurs et actrices des luttes actuelles

npa2009.org

Exposition



Le monde selon Roger Ballen

Halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard, Paris 18e. Du 7 septembre 2019 au 31 juillet 2020. 11h-18h du lundi au vendredi, 11h-19h le samedi et 12h-18h le dimanche.

personnes différentes. Les dessins qui intègrent ses photographies dans les années 2000, annonçant la fin de ses portraits, sont de lui ou émanent de ses rencontres.

Les techniques se tissent pour créer une trame solide comme les mailles que le mannequin de cire parlant tricote, tricote...

Deux éléments ponctuent l'exposition, d'une part le mur, fond et support formel grâce auquel les dessins spontanés ont surgi, d'autre part « *the wire* » dont parle Roger Ballen : câble, fil de fer (cintres), fil métallique qui relie les différentes œuvres présentées.

Le photographe possède ce regard de plasticien qui s'attache davantage à l'aspect formel des sujets photographiés, capturés uniquement au Rolleiflex format 6x6, jusqu'à

récemment. De fait, l'exposition nous propose de découvrir le dernier travail de Roger Ballen, ses premières photos numériques en couleur.

Théâtre de l'absurdité

La mise en scène de l'exposition amène instinctivement un fort sentiment de cruauté et de gêne, auxquels s'amalgament assez rapidement ceux d'humour noir et de dérision. La représentation qui se joue sous nos yeux alimente l'évidence visuelle de Roger Ballen, sa vérité intrinsèque échappée d'un questionnement existentiel. Le concept d'absurdité y est scénographié, comme un hommage à Paris, où il naquit selon lui.

De l'installation du rez-de-chaussée plongée dans l'obscurité aux œuvres présentées dans l'espace lumineux du 1^{er} étage, l'artiste insiste sur la

manière d'appréhender son travail : la métaphore est visuelle. Là s'esquisse tout un langage, sans mots.

Les oiseaux et les rats, les collections d'oiseaux, de jouets, l'aliénation de certains modèles sont autant d'obsessions décelées, qu'entourent peur et cauchemar, rappelant l'atmosphère des freak shows.

Quelle métaphore, quelle poésie, quelle contemporanéité se situent dans les photographies ? Les mots, difficiles à poser sur le papier pour expliquer tout le sens de son œuvre, laissent place à la visite de l'exposition de la Halle Saint-Pierre pour que se crée un ressenti propre à chacun, comme le recommande l'artiste lui-même : « *Il s'agit de se faire sa propre interprétation et de ne surtout pas s'occuper de moi.* »

Julie Dudragne

La Halle Saint-Pierre, haut lieu montmartrois de l'art brut et des formes hors-norme de la création, présente l'univers unique, original et surprenant de Roger Ballen jusqu'à l'été prochain.

De la photographie à une pratique polymorphe

Roger Ballen est décrit comme un photographe sud-africain d'origine américaine, géologue de formation. Très célèbre dans le monde anglo-saxon, il est exposé à la Bibliothèque nationale de France en 2006, aux Rencontres de la photographie d'Arles en 2017.

Si les portraits photographiques des années 1990 de Roger Ballen présentent un caractère a priori documentaire, ici, la photographie glisse et s'extrait du format rectangulaire du papier pour intégrer le monde de la troisième dimension en une installation monumentale, soulignant valse-hésitations entre réel et irréel, conscient et inconscient. Sa pratique protéiforme mène à une hybridation des plus cohérentes combinant photographie, dessin, collage, peinture, papier peint, sculpture, vidéo, installation.

L'humain et l'animal, acteurs de même importance au sein du travail de Ballen, se côtoient, se mêlent et finissent par se confondre pour habiter l'univers plastique de l'artiste. À l'instar de certains de ces acteurs, les oiseaux, le mouvement caractérise Roger Ballen aussi bien que son processus créatif. Ce dernier travaille dans beaucoup d'endroits différents avec de nombreuses

Exposition

Métamorphoses

Galerie Claire-Corcia, 323, rue Saint-Martin à Paris (métro Réaumur), lundi-vendredi 11h30-19h, samedi 14h-19h, entrée libre.

La Galerie Claire Corcia présente l'exposition *Métamorphoses* jusqu'au 28 septembre 2019, qui rassemble deux artistes.

Haude Bernabé : de la métallurgie à la sculpture

Haude Bernabé a d'abord été ingénieure dans la métallurgie avant de se convertir à la sculpture. De son ancien métier, elle a gardé l'amour de la matière brute. Ferraille ou verre fondu, la matière ne peut tricher, elle se « métamorphose ». Côté luisant du verre ou aspect mat du métal poli, l'artiste cherche l'épure, la simplification des lignes dans un tracé impérieux convoquant les mythes anciens



(Orphée par exemple) ou à venir pour « saisir l'instant fugace où une forme se perd et une autre se crée ». Quelques toiles et dessins intenses de l'artiste accompagnent les sculptures.

Hélène Duclos : du textile à la peinture

Hélène Duclos a d'abord fait des études en design textile et voyagé en Afrique. Elle s'est ensuite tournée vers la poésie et le spectacle vivant, avant de s'immerger dans la peinture. Entre performance et installation, son travail se construit sur plusieurs dimensions en associant dessin, fil, textile et des techniques variées de peinture (gouache, huile, graphite et même broderie). Son inspiration naît dans les tumultes et les tempêtes ou les failles de l'immensité, sans oublier, selon ses propres mots, de « questionner la condition humaine et la place du vivant ».

Deux artistes importantes à découvrir avant la fin septembre. Le chroniqueur, issu lui aussi de la métallurgie a une préférence, mais aux visiteurs de se faire leur opinion.

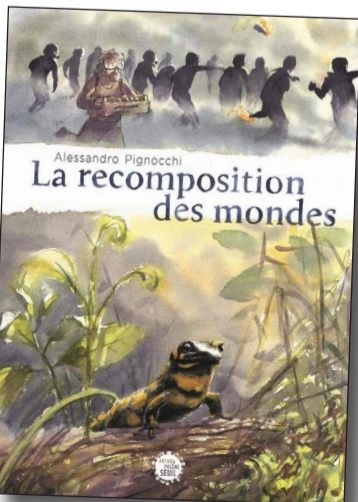
SC

Bande dessinée

La recomposition des mondes, d'Alessandro Pignocchi

Scénario et dessin. Éditions Anthropocène Seuil, 100 pages, 15 euros.

L'combat contre la construction de l'aéroport et pour la ZAD (Zone à défendre) de Notre-Dame-des-Landes, a constitué pour nous (et constitue toujours) un enjeu prioritaire. Des essais sont sortis¹ et, il y a quelques semaines, une BD. L'auteur, Alessandro Pignocchi, est anthropologue, spécialiste des Jivaro en Amazonie. Il est publié par une « grande » maison d'édition (Le Seuil). Les combattants de la ZAD seraient-ils les derniers Indiens ? Avant lecture de la BD, la question pouvait se poser mais l'immersion, la participation à la défense « militaire » de la ZAD et à la construction de l'avenir par l'auteur est réelle et attestée par les « Zadistes » eux-mêmes. Alors régalaons-nous !



Pignocchi, par une ellipse, nous explique pourquoi le concept de « nature » est une création capitaliste, occidentale au premier chef, pour asservir plantes et animaux, et en faire une ressource exploitable ou

à détruire selon les besoins du système. On ne peut opposer « nature » et « culture » et surtout ne pas évoquer un « grand tout » comme le font encore certains marxistes. Notre univers intègre des sujets (espèce humaine, animaux, forêts, plantes) en relation permanente et la destruction de l'un précipite la chute de l'autre. À ce titre, Macron et ses forces de désordre devraient être poursuivis pour massacre de l'habitat naturel de la chouette hulotte, mondialement protégée.

Un témoin exemplaire

Alessandro nous plonge dans la zone un peu après l'annulation gouvernementale du projet d'aéroport puis avant, pendant et après l'assaut des forces de l'ordre. Avec lui, « nous plongeons dans la zone et en épousons les intensités en plein assaut casqué, les doutes, la détermination, la folie sage »² mais il ne s'arrête pas

là et, après l'utilisation de la violence militaire destructrice (mais on peut toujours reconstruire), il décrit la violence administrative pour détruire l'idéal d'une zone sans propriétaire où l'intendance collective de la zone remplacerait la notion de compte d'exploitation profitable.

L'auteur a su « aquarelliser » la lutte et, si son dessin n'est pas toujours fidèle aux réalités des constructions de la ZAD, il donne à voir, en multipliant les points de vue, une réalité qu'un film ou un essai ne peuvent que suggérer. Tonalité et textures, lumières et mouvements, couleurs et contours s'entrelacent pour mieux permettre à la brume de submerger le nuage des lacrymos.

Sylvain Chardon

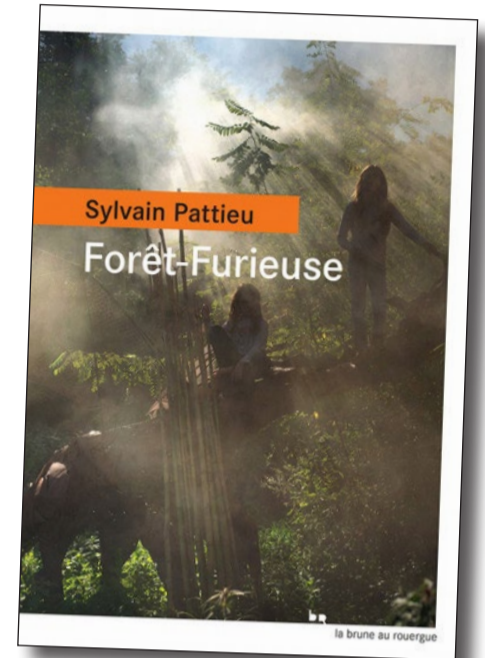
1 – Entre autres *Éloge des mauvaises herbes* – Ce que nous devons à la ZAD, d'Alain Damasio, qui signe la postface de la BD, ou *Saisons*, par les zadistes eux-mêmes.

2 – Extrait de la postface d'Alain Damasio.

Roman

Forêt-Furieuse, de Sylvain Pattieu

Éditions La brune au Rouergue 23 euros, 650 pages.



Le travail de Sylvain Pattieu entremêle des ouvrages historiques, des fictions et des non-fictions, rendant compte de ces vies bousculées que l'on retrouve dans la lutte des ouvriers de PSA Aulnay ou des coiffeuses et esthéticiennes sans-papiers du métro Château-d'Eau à Paris.

Pour ce qui concerne la fiction, *Forêt-Furieuse*, comme le précédent livre *Et que celui qui a soif, vienne*, emporte le lecteur dans un maelström de personnages, de lieux, de rebondissements, de dangers, de sexe, de mort, de poésie, de scansion, de références historiques, politiques, d'actualité... sans jamais le perdre, malgré notamment les noms-histoire des personnages : La-Petite-Elle-Veut-Tout-Faire-Toute-Seule ou bien Tout-Le-Fait-Rire ou L'Homme-Il-Sait-S'Amuser-Avec-Un-Bout-De-Craie.

Toutes nos peurs rassemblées

Tout se passe dans une période indéterminée, mais où on roule en pick-up, où les éoliennes produisent l'électricité, où les forêts brûlent, où la lutte des classes bat son plein, où les Supermuslims veulent prendre le pouvoir par les armes sur les Christians. Des enfants éclopés, orphelins, abandonnés, dont les noms racontent un bout de l'histoire ou leurs caractéristiques physiques ou mentales, fuient la Colonie dans laquelle ils avaient été recueillis à travers la guerre et la forêt, volant et tuant sans états d'âme pour survivre, enterrant leurs morts sans pathos, le malheur ça les connaît déjà.

Ce livre rassemble toutes nos peurs, les adultes qu'on y trouve sont tous en guerre les uns contre les autres, lutte de classes, de croyances, mais ces enfants, également investis dans une lutte de pouvoir entre « Strongues » et « Bitches », sont des survivants et ont l'intention de le rester tout en découvrant la vie, l'amour, la sexualité, les bains dans les rivières fraîches, la vitesse en voiture et en buvant du rhum arrangé !

Ce livre ne ressemble à rien que nous ayons déjà lu, on ne peut pas le lâcher, sans vraiment savoir où on va, on voudrait une morale, mais non c'est juste un constat, l'homme est toujours un loup pour l'homme, les plus forts essaient toujours d'imposer leur loi mais rien ne décourage la vie, même quand on est un enfant éclopé ou défiguré par elle. La langue et le vocabulaire gardent un rythme effréné, langage populaire et sophistiqué en simultané, on ne touche pas terre et tous les mots comptent.

Sylvain Pattieu, 40 ans, enseignant en histoire à Paris 8 Saint-Denis, a un cœur « grand comme ça ». Ses dédicaces et ses postfaces /remerciements battent tous les records de longueur, ce garçon a une vie remplie d'êtres aimés et l'aimant, certains décédés dont le nom revient de livre en livre, sa mère, son ami Matthieu, de rencontres, de lectures, d'endroits qui l'ont construit, lui et son œuvre et auxquels il continue à rendre grâce.

Catherine Segala

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Entretien avec Thomas, pompier professionnel et responsable syndical CGT en Isère. Il revient pour nous sur le mouvement national des sapeurs-pompiers, qui dure depuis le 25 juin.

« Les pompiers sont au bord de la rupture »

Quelle a été la genèse du mouvement ?

Avec un nombre d'interventions qui augmente et des effectifs qui stagnent, nous sommes actuellement dans une impasse... Depuis des années, la grogne se fait sentir d'un centre de secours à l'autre, avec des grèves de-ci de-là. Comme tous les personnels des urgences, les pompiers sont au bord de la rupture et nos revendications sont toujours au point mort. Nous sommes confrontés à un quotidien de misère et de détresses de toute nature, auxquelles nous devons trouver des solutions ; et nous manquons dramatiquement de moyens humains. Depuis le 14 mars, l'intersyndicale attend des réponses précises du ministre de l'Intérieur notamment sur l'augmentation des effectifs, mais comme d'habitude les rencontres sont toujours stériles. Le dialogue social c'est de la fumisterie. Nous n'avons pas d'autre choix que d'engager un grand rapport de forces. Il nous faut donc patiemment construire un mouvement d'envergure nationale, si possible en convergence avec d'autres secteurs en lutte.

Quand le mouvement a-t-il commencé ?

Nous sommes en mouvement depuis le 25 juin 2019, à l'appel de 7 syndicats (CGT, syndicat autonome, CFDT, CGC, CFTC, UNSA, FO), qui représentent 85 % des sapeurs-pompiers professionnels. L'intersyndicale réunie le 10 septembre vient de faire le point. Nous en tirons un bilan plutôt positif, car le mouvement a été suivi par 90 services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) sur 100, même si le niveau de mobilisation reste encore à amplifier. Nous continuons donc la lutte avec un temps fort en ligne de mire : nous appelons tous les sapeurs pompiers et agents des SDIS à participer à une grande manifestation nationale à Paris le mardi 15 octobre 2019.

Comment expliques-tu cette difficulté de mobilisation ?

Le problème, c'est qu'avec la casse du service public le service minimum est devenu le service normal. Nous sommes dans la même problématique que les urgentistes, les pompiers grévistes sont souvent réquisitionnés... Du coup la grève devient presque un effet d'annonce : on met des banderoles, on organise, en jours de repos, des diffusions de tracts, mais on travaille comme d'habitude avec simplement le port d'un brassard annoté « gréviste ». Les pompiers étant tenus d'assurer la continuité du service public. D'ailleurs, j'en profite pour vivement dénoncer les sanctions de toutes sortes. Par exemple dans le département du Val-d'Oise, qui détient à mon avis le pompon national de la répression syndicale, les camarades grévistes sont visés par des procédures disciplinaires pour « refus d'obéissance » et « port de brassard illégal »... Un comble. La direction du SDIS 95 a décidé que le port du brassard serait désormais autorisé, mais uniquement avec

des modalités très restrictives. Le port du brassard est notre seul moyen d'expression et on essaie de nous l'enlever. Évidemment, face à ces pressions, les camarades ont résisté, 21 pompiers ont reçu un blâme et deux délégués ont été exclus une journée. C'est intolérable. Sans oublier un autre pompier, suspecté d'être un « black bloc », arrêté lors d'une manif Gilets jaunes, et condamné à 10 mois de prison avec sursis. Suspendu depuis, nous demandons sa réintégration... Dans les Bouches-du-Rhône ou en Indre-et-Loire, les interdictions de taguer les camions sont tombées. J'ai aussi une pensée particulière pour notre camarade Olivier un pompier gilet jaune très grièvement blessé à la tête par un tir de LBD lors d'une manif rue Sainte-Catherine à Bordeaux. De mémoire, nous n'avons jamais subi autant de répression. Tout est fait pour empêcher l'extension du mouvement.

Quelles sont vos principales revendications ?

La revendication phare est l'augmentation des effectifs professionnels. Nous sommes dramatiquement en manque de personnel. On a de moins en moins de moyens et de plus en plus d'interventions. On ne s'en sort plus, il y a urgence, ça craque de partout... Nous exigeons aussi la revalorisation de notre prime de feu, qui n'a pas été réévaluée depuis 1990. Nous demandons en outre le retrait du projet de loi de transformation de la fonction publique et l'organisation d'une grande table ronde avec tous les personnels de santé car nous subissons tous cette politique d'austérité.

Christophe Castaner a annoncé le 23 juillet dernier que les pompiers pourraient être équipés de caméras-piétons. Qu'en pensez-vous ?

Je m'exprime en tant que CGT. Équiper les pompiers de caméras c'est de la foutaise, on se moque de

nous. La mission des pompiers c'est de porter secours, pas de fliquer la population. C'est même contre-productif et cela risque de détruire tout le travail de relation sociale et de confiance que nous avons tissé, à Grenoble, avec les jeunes des quartiers populaires, notamment celui de la Villeneuve.

Une dernière phrase ?

Je pense qu'il faut impérativement construire un tous ensemble pour gagner. Pour reprendre confiance nous avons grandement besoin d'une grande victoire sociale, c'est la raison d'arrêter les grèves dites saute-moutons, sans lendemain. À mon avis, nous devons lier les revendications catégorielles et des revendications unifiantes avec l'objectif de se retrouver tous dans la rue : le même jour, au même endroit et à la même heure. La bataille contre la retraite par points sera un enjeu majeur...

Propos recueillis par notre correspondant



L'image de la semaine



Vu ailleurs

INTERNATIONALISME POLICIER.

La police allemande a-t-elle transmis aux autorités françaises, en amont du G7 de Biarritz, une liste de personnes fichées pour leur proximité avec des mouvements de gauche ? Tout à fait, ont répondu les autorités allemandes au député Andrej Hunko, élu du parti de gauche Die Linke au Bundestag. [...]

Le 21 août, le ministère de l'Intérieur allemand a répondu à Andrej Hunko qu'effectivement, en prévision du G7, l'Office fédéral de la police criminelle allemande avait mis à la disposition des autorités françaises une liste de noms de militants de gauche. Il s'agissait de personnes qui avaient eu affaire à la police « lors de grands événements politiques avec une participation internationale », et de personnes qui « entretiennent des contacts intensifs avec des militants et des groupes étrangers ». [...]

Le 21 août justement, quelques jours avant le début du G7, trois jeunes Allemands âgés de 18 à 22 ans ont été interpellés par la police française à un péage autoroutier. Dans leur voiture, la police trouve des cagoules et une bombe lacrymogène [...] Pour les policiers français, c'est assez pour les arrêter. Deux jours plus tard, les trois Allemands originaires de Nuremberg sont jugés et condamnés à deux et trois mois de prison ferme pour « participation à un groupement en vue de commettre des dégradations et des violences ». [...]

Que la France puisse condamner des personnes à plusieurs mois de prison parce que la justice leur reproche d'avoir eu l'intention de commettre des violences, sur la base de la présence dans leur véhicule d'objets tels qu'une bombe lacrymogène et des cagoules, voilà qui interroge le député Andrej Hunko. [...]

Ce nouvel épisode confirme la coopération policière entre la France et l'Allemagne concernant les protestataires altermondialistes. Les policiers allemands chargés de poursuivre les auteurs des dégradations commises en marge du G20 de Hambourg il y a deux ans ont déjà procédé à des perquisitions aux côtés de leurs collègues français chez des activistes anti-nucléaires de Bure, dans l'est de la France. Et, en août 2018, un jeune Français recherché par les autorités allemandes à la suite du G20 a été arrêté en France sur la base des dires de policiers français de Commercy, près de Bure, qui ont assuré avoir reconnu le Français sur des images du contre-sommet de 2017. Le jeune homme est en prison depuis près d'un an à Hambourg, où son procès est en cours depuis décembre. [...]

Rachel Knabel, « Comment polices française et allemande coopèrent pour emprisonner des activistes sur de simples soupçons », *Basta!*, 10 septembre 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org